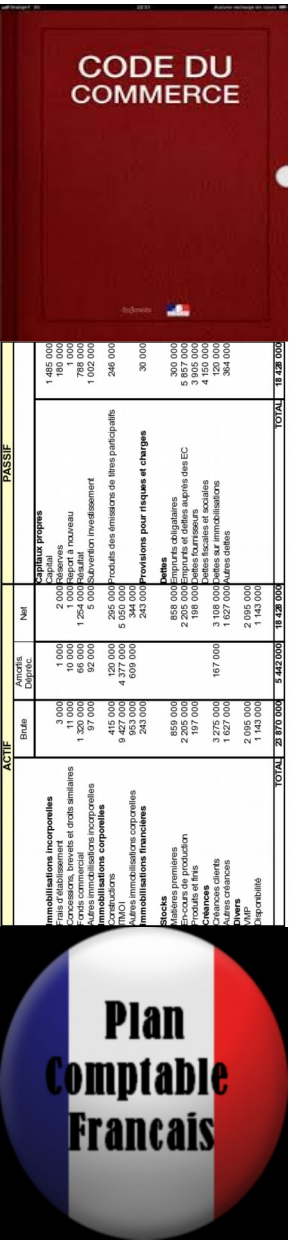
Chapitre 1

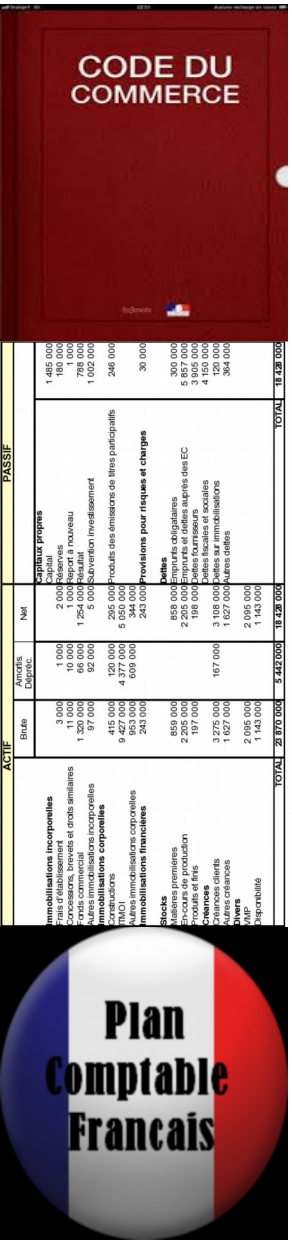
ACTIF				PASSIF	
	Brute	Amortis. Dépréc.	Net		
				Capitaux propres	
Immobilisations incorporelles				Capital	1 485 000
Frais d'établissement	3 000	1 000	2 000	Réserves	180 000
Concessions, brevets et droits similaires	11 000	10 000	1 000	Report à nouveau	1 000
Fonds commercial	1 320 000	66 000	1 254 000	Résultat	788 000
Autres immobilisations incorporelles	97 000	92 000	5 000	Subvention investissement	1 002 000
Immobilisations corporelles					
Constructions	415 000	120 000	295 000	Produits des émissions de titres participatifs	246 000
ITMOI	9 427 000	4 377 000	5 050 000		
Autres immobilisations corporelles	953 000	609 000	344 000		
Immobilisations financières	243 000		243 000	**Provisions pour risques et charges**	30 000
Stocks				**Dettes**	
Matières premières	859 000		858 000	Emprunts obligataires	300 000
En-cours de production	2 205 000		2 205 000	Emprunts et dettes auprès des EC	5 857 000
Produits et finis	197 000		198 000	Dettes fournisseurs	3 905 000
Créances				Dettes fiscales et sociales	4 150 000
Créances clients	3 275 000	167 000	3 108 000	Dettes sur immobilisations	120 000
Autres créances	1 627 000		1 627 000	Autres dettes	364 000
Divers					
VMP	2 095 000		2 095 000		
Disponibilité	1 143 000		1 143 000		
TOTAL	23 870 000	5 442 000	18 428 000	TOTAL	18 428 000

Comptabilité Générale



Introduction

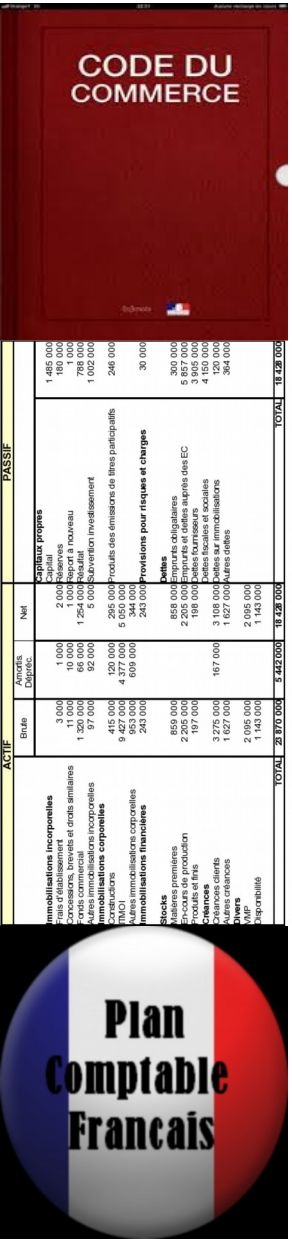
- L'activité comptable est attestée dès l'époque sumérienne
- A la Renaissance, l'essor des cités italiennes a été caractérisé par un fort développement du commerce et des techniques de gestion.
- La comptabilité en partie double semble avoir été développée à Florence au début du XIVème siècle., formalisée par Luca Pacioli au XVème siècle



Introduction (2)

La comptabilité telle que définie par la réglementation comptable :

*"La comptabilité est un système d'organisation de **l'information financière** permettant de saisir, classer, enregistrer des données de base chiffrées et présenter des **états** reflétant une **image fidèle** du **patrimoine**, de la **situation financière** et du **résultat** de l'entité à la **date de clôture**"*

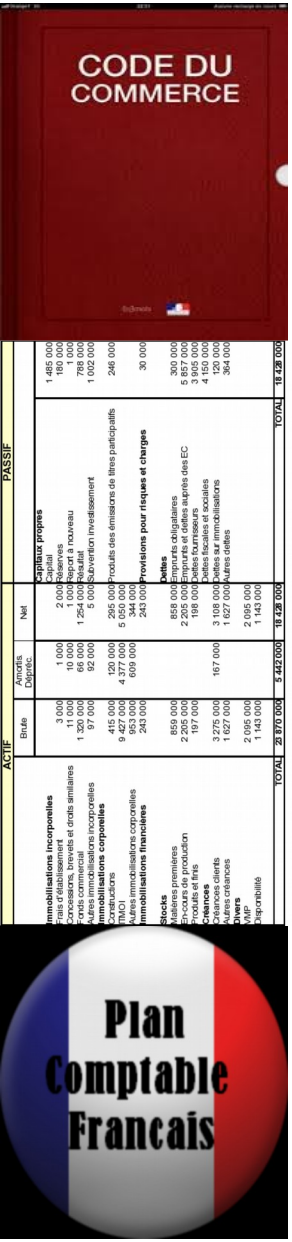


Introduction (3)

- La comptabilité vise à donner une **image fidèle** des organisations

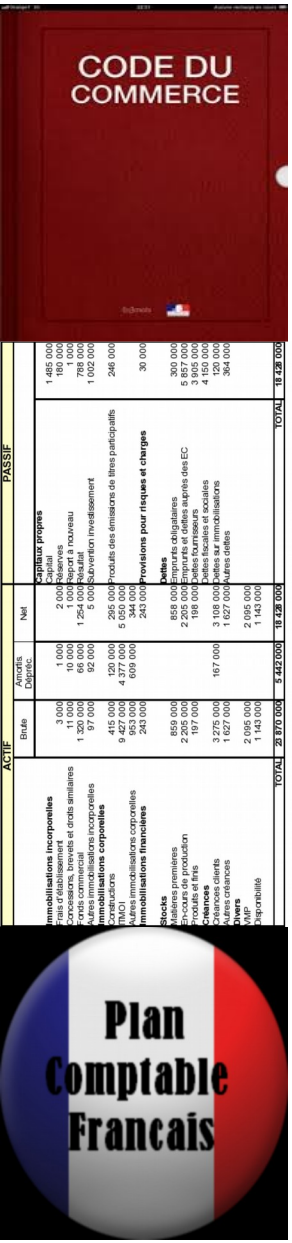
- La comptabilité est établie selon des principes généraux et communs à toutes les organisations => comparabilité, agrégation etc...

- La comptabilité décrit une organisation au travers de deux documents : **le bilan** (vision patrimoniale) et **le compte de résultat** (vision de l'activité de l'entreprise)



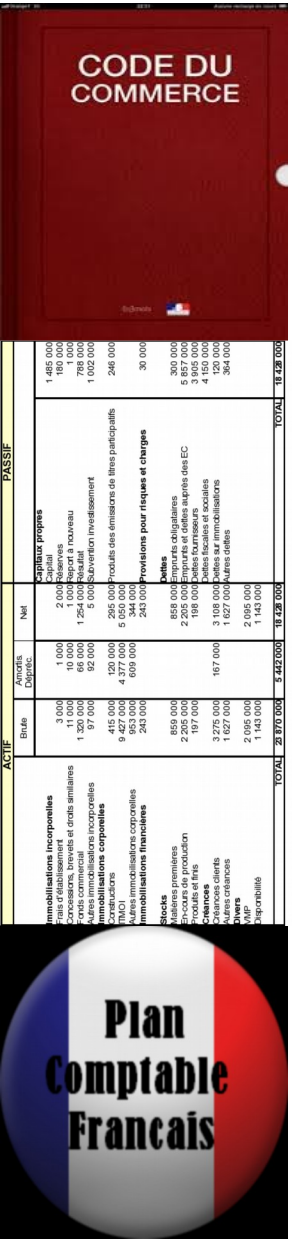
Introduction (4)

- A la fin de chaque exercice (durée d'une année), un organisme (entreprise ou association) doit déposer des comptes
- Dépôt de comptes : Bilan, Compte de Résultat, Annexe
- Dépôt auprès du Greffe du Tribunal de Commerce



Introduction (5)

- Pourquoi commencer un cours de gestion par un cours de comptabilité générale ?
  - Comprendre la logique comptable, une source fondamentale d'information en gestion.
  - Comprendre la démarche comptable et son organisation
  - Connaître des écritures de base et les principes liés : TVA, provision, immobilisation, amortissement
  - Comprendre la formation d'un bilan et d'un compte de résultat.



Plan

1) **La système comptable : les comptes**

2) Numérotation des comptes

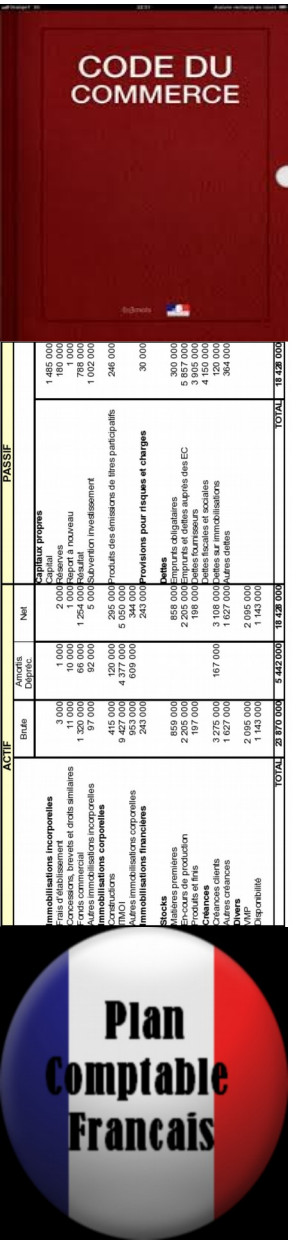
3) Quelques opérations courantes

4) Bilan et Compte de Résultat

5) La démarche comptable

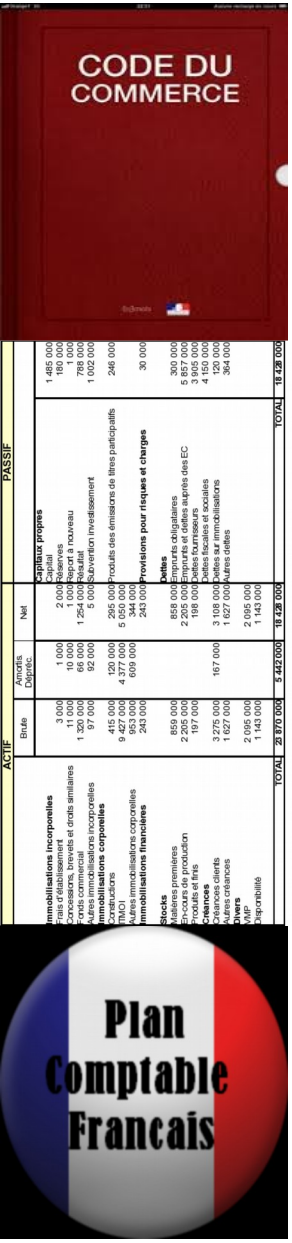
6) Les travaux d'inventaire

7) Évolutions récentes



Les comptes (1)

- La comptabilité est organisée en comptes.
- Pour chaque compte, on peut le représenter avec une colonne débit et une colonne crédit / compte en T
- Débit désigne la colonne de gauche, crédit désigne la colonne de droite.
- Le sens des termes débit/crédit n’est pas absolu, il dépend du type de compte



Les comptes (2)

- Certains comptes sont des comptes du compte de résultat, d'autres sont des comptes du bilan.
- Pour un compte du bilan, si on le débite (resp. crédite), on augmente (resp. diminue) le patrimoine de l'entreprise

Emprunt

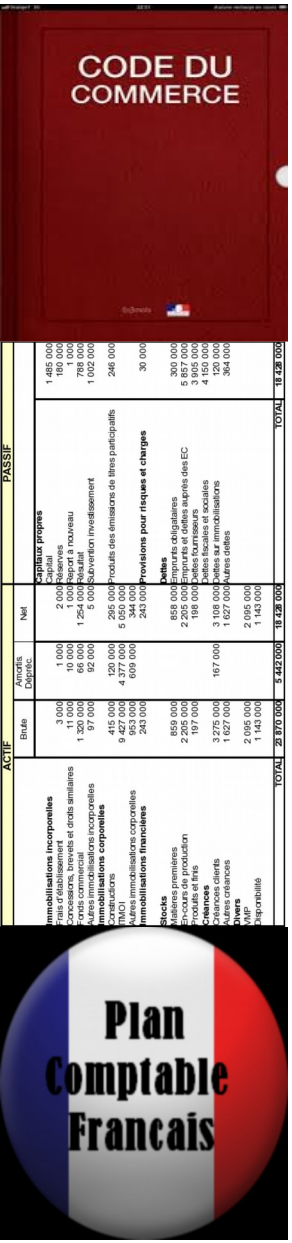
Débit	Crédit
	300 000

Créance client

Débit	Crédit
52 000	

Banque

Débit	Crédit
	2 000
10 000	



Les comptes (3)

Pour chaque compte, on peut déterminer son solde débiteur ou créditeur

Emprunt

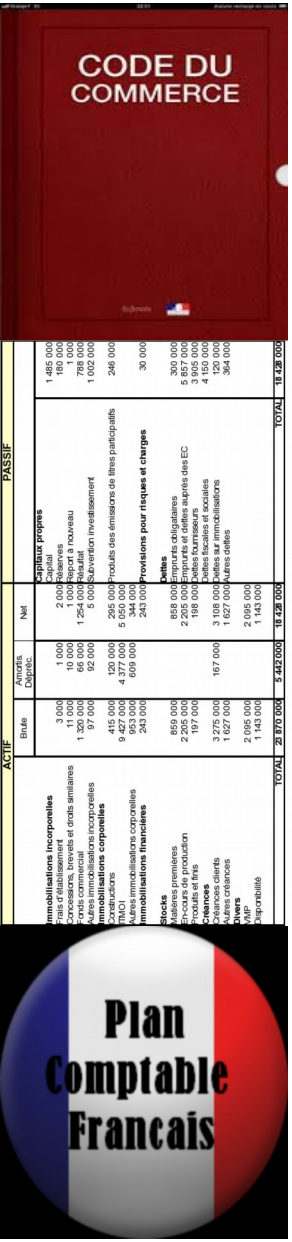
	Débit	Crédit
10/06/2015		300 000
10/07/2015	10 000	
10/08/2015	10 000	
10/09/2015	10 000	

Banque

	Débit	Crédit
11/06/2015	14 000	
11/06/2015	10 000	
12/07/2015		7 000
10/09/2015		8 000

Emprunt : solde **créditeur** de 270 000

Banque : solde **débiteur** de 9000

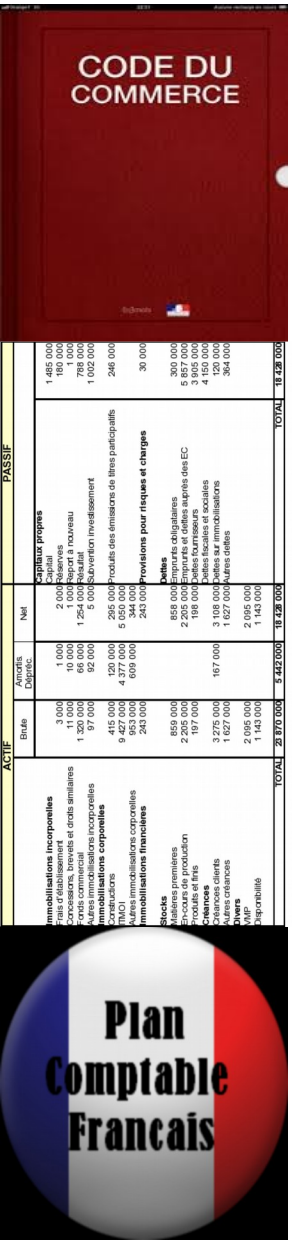


ACTIF	Brute	Amortis. Deprec.	Net
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement	3 000	1 000	2 000
Frais de recherche et développement	11 000	10 000	1 000
Fonds commercial	1 320 000	66 000	1 254 000
Autres immobilisations incorporelles	97 000	92 000	5 000
Immobilisations corporelles			
Terrains	415 000	120 000	295 000
TMOI	9 427 000	4 377 000	5 050 000
Autres immobilisations corporelles	953 000	609 000	344 000
Immobilisations financières	243 000		243 000
Stocks			
Matières premières	859 000		858 000
Encours de production	2 205 000		2 205 000
Produits finis	197 000		169 000
Créances			
Créances clients	3 275 000	167 000	3 108 000
Autres créances	1 627 000		1 627 000
Divers			
VMP	2 095 000		2 095 000
Disponibilité	1 143 000		1 143 000
TOTAL	20 970 000	5 442 000	18 428 000

PASSIF	
Capitaux propres	
Capital	1 485 000
Réserves	180 000
Report à nouveau	4 000
Résultat	789 000
Subvention investissement	1 002 000
Produits des émissions de titres participatifs	246 000
Provisions pour risques et charges	30 000
Dettes	
Emprunts obligataires	300 000
Emprunts et dettes auprès des EC	5 857 000
Dettes fournisseurs	3 900 000
Dettes fiscales et sociales	4 150 000
Dettes sur immobilisations	120 000
Autres dettes	364 000
TOTAL	18 428 000

- Interprétation des différents états de compte
- A noter la signification contre-intruitive de *crédit* et *débit* pour le compte banque.
- On peut établir un **Bilan** à partir de là.

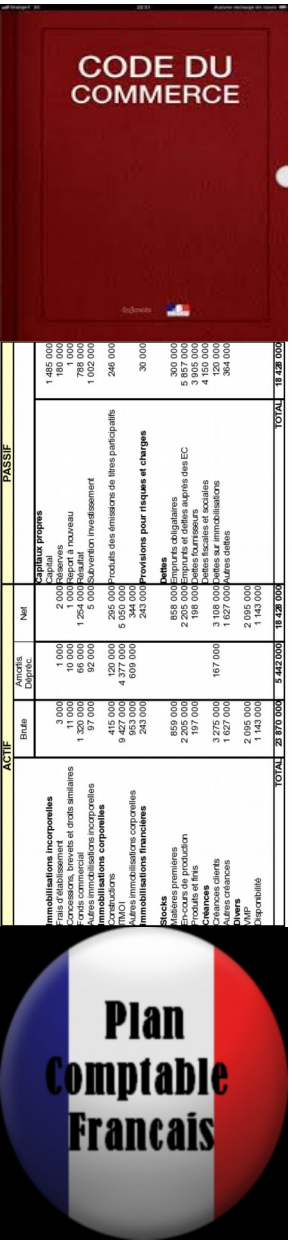
Les comptes (5)



ACTIF	Brute	Amortis. Deprec.	Net
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement	3 000	1 000	2 000
Frais de recherche et droits similaires	11 000	10 000	1 000
Fonds commercial	1 320 000	66 000	1 254 000
Autres immobilisations incorporelles	97 000	92 000	5 000
Immobilisations corporelles			
Terrains	415 000	120 000	295 000
Constructions	9 427 000	4 377 000	5 050 000
TMOI	953 000	609 000	344 000
Autres immobilisations corporelles	243 000		243 000
Immobilisations financières			
Stocks			
Matières premières	859 000		858 000
Encours de production	2 205 000		2 205 000
Produits finis	197 000		189 000
Créances			
Créances clients	3 275 000	167 000	3 108 000
Autres créances	1 627 000		1 627 000
Divers			
VMP	2 095 000		2 095 000
Disponibilité	1 143 000		1 143 000
TOTAL	23 970 000	5 442 000	18 428 000

PASSIF	
Capitaux propres	
Capital	1 485 000
Réserves	180 000
Report à nouveau	4 000
Résultat	789 000
Subvention investissement	1 002 000
Produits des émissions de titres participatifs	246 000
Provisions pour risques et charges	30 000
Dettes	
Emprunts obligataires	300 000
Emprunts et dettes auprès des EC	5 857 000
Dettes fournisseurs	3 900 000
Dettes fiscales et sociales	4 150 000
Dettes sur immobilisations	120 000
Autres dettes	364 000
TOTAL	18 428 000

- Un exemple au travers d'un certain nombre d'opérations :
  (1) 12/05/N Création de l'entreprise avec un capital de 100 000 € déposé sur un compte en banque
  (2) 13/05/N Achat d'un ordinateur pour 10 000 €. Paiement au comptant
  (3) 15/05/N Obtention d'un prêt de 20 000 €
  (4) 16/05/N Achat d'un logiciel pour 2 000 €. Paiment à terme à 30 jours.
  (5) 17/05/N Retrait de liquide depuis le compte en banque : 500 €
- Bilan au 17/05/N ?



Les comptes (6)

Capital

	Débit	Crédit
12/05/N		100 000

Emprunt

	Débit	Crédit
15/05/N		20 000

Matériel informatique

	Débit	Crédit
13/05/N	10 000	

Logiciel

	Débit	Crédit
16/05/N	2 000	

Banque

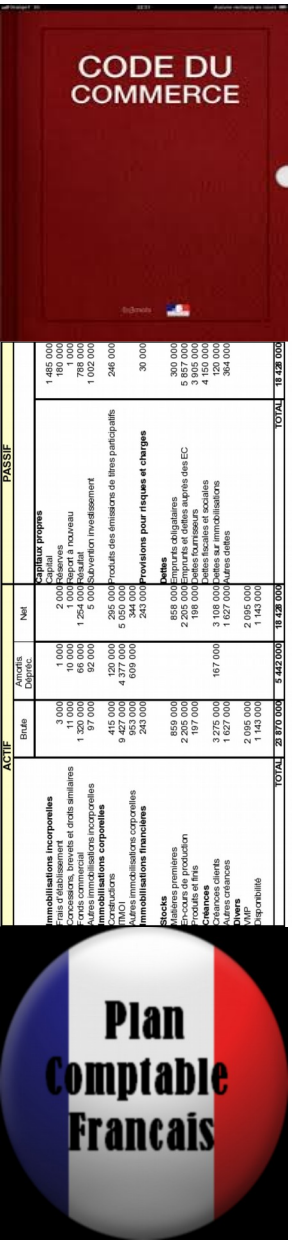
	Débit	Crédit
12/05/N	100 000	
13/05/N		10 000
15/05/N	20 000	
17/05/N		500

Fournisseur

	Débit	Crédit
16/05/N		2 000

Caisse

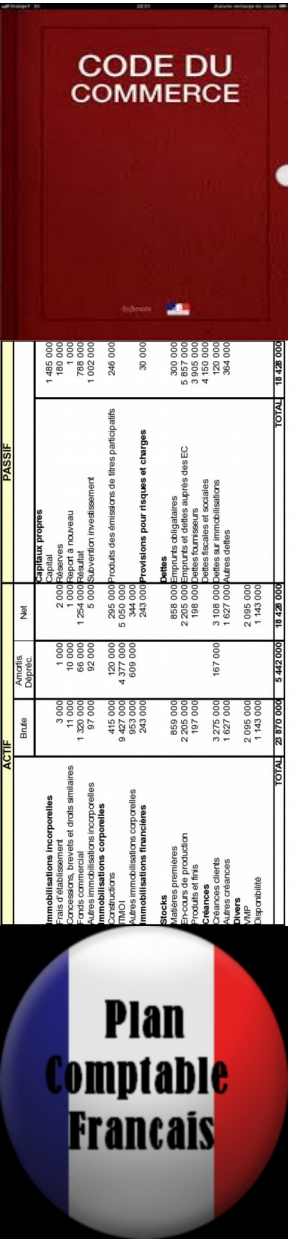
	Débit	Crédit
17/05/N	500	



Les comptes (7)

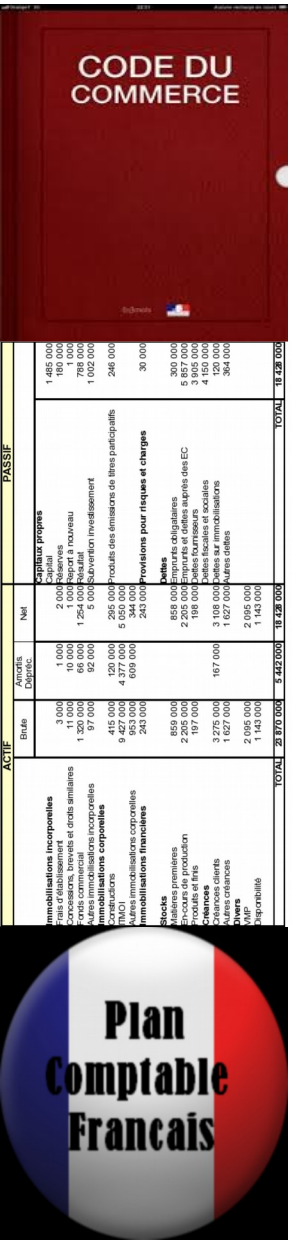
Bilan au 17/12/N

Actif		Passif	
Logiciel	2 000	Capital	100 000
Matériel informatique	10 000	Emprunt	20 000
Banque	109 500	Fournisseur	2 000
Caisse	500		



Les comptes (8)

- On peut établir un bilan à tout moment du temps. On parle de "photo".
- Notion patrimoniale
- Somme Actif = Somme Passif. Le résultat permet d’équilibrer le bilan. Il apparaît au passif. S’il est négatif, il est noté entre () : (200)
- Notion de livre journal / Grand livre / Bilan



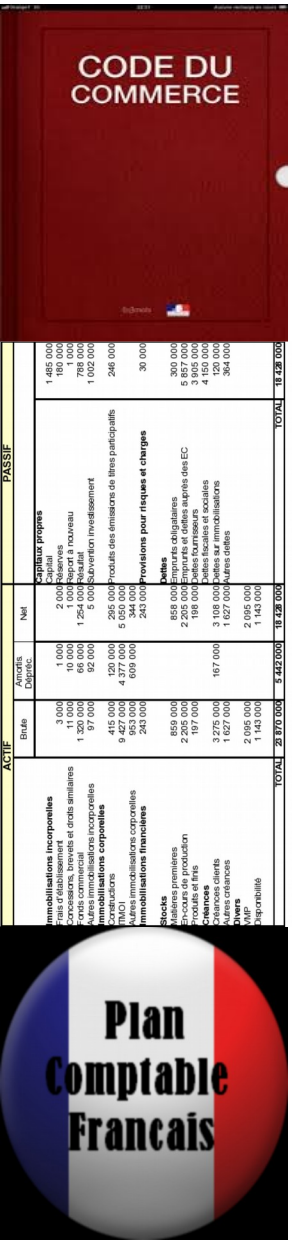
Les comptes (9)

- Déf Actif selon la réglementation comptable :

  *"Un actif est un élément **identifiable** du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité. C'est à dire un élément générant une **ressource** que l'entité **contrôle** du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs"*

- Déf Passif selon la réglementation comptable :

  *"Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une **obligation de l'entité à l'égard d'un tiers** dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une **sortie des ressources au bénéfice de ce tiers**, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci."*

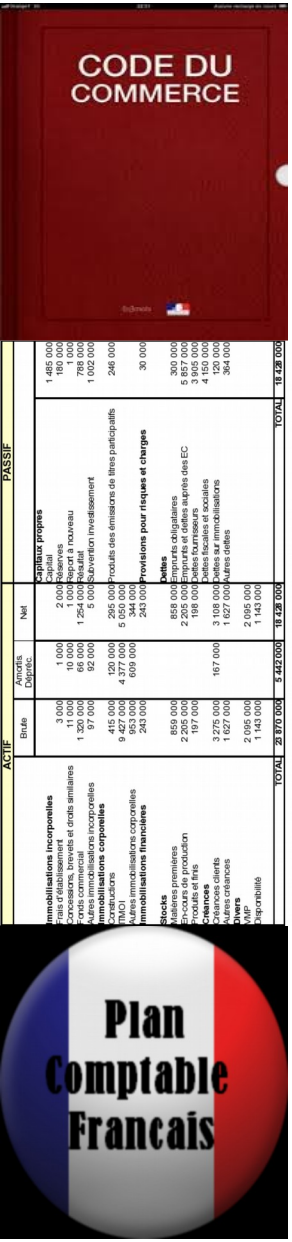


Les comptes (10)

- Les comptes qui ne sont pas des comptes du bilan sont des comptes du compte de résultat.

- Comptes de charges. Ex : facture électricité, paiement service technique, comptable, achat de consommables, d'essence...

- Comptes de produits. Ex : réception d'un paiment client, vente de produits, subvention de l'État...

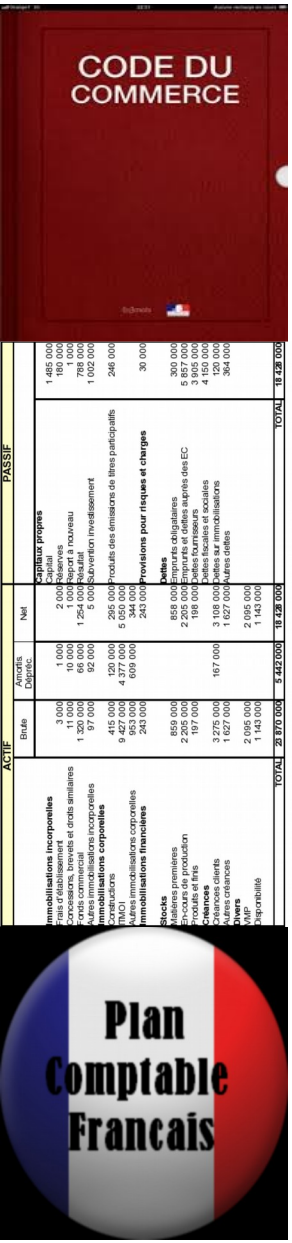


Les comptes (11)

- En débitant un compte de charge, on augmente les charges de l’entreprise
- En créditant un compte de produit, on augmente les produits de l’entreprise.
- Le compte de résultat se présente ainsi :

Compte de résultat pour l’année N

Charges		Produits	
Consommation éléctrique	2 000	Ventes	9 000
Service comptable	5 000		
Loyers	1 000		
Résultat	1 000		

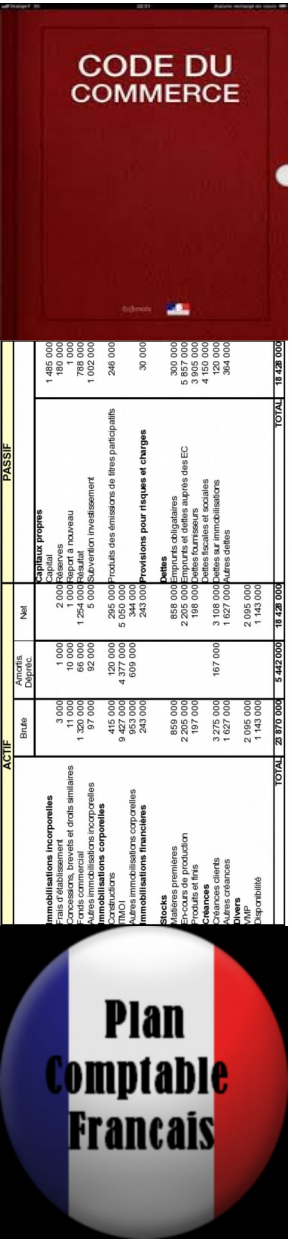


Les comptes (12)

- Alors que le bilan donne une image du patrimoine à un moment donné, le compte de résultat illustre les flux liés à l'activité de l'entreprise sur un exercice.

- On doit avoir Charges=Produits. C’est le résultat qui permet d’équilibrer le compte de résultat.

- On verra dans la suite les interactions et la cohérence Bilan / Compte de Résultat et la cohérence du résultat.



Plan

1) La système comptable : les comptes

2) Numérotation des comptes

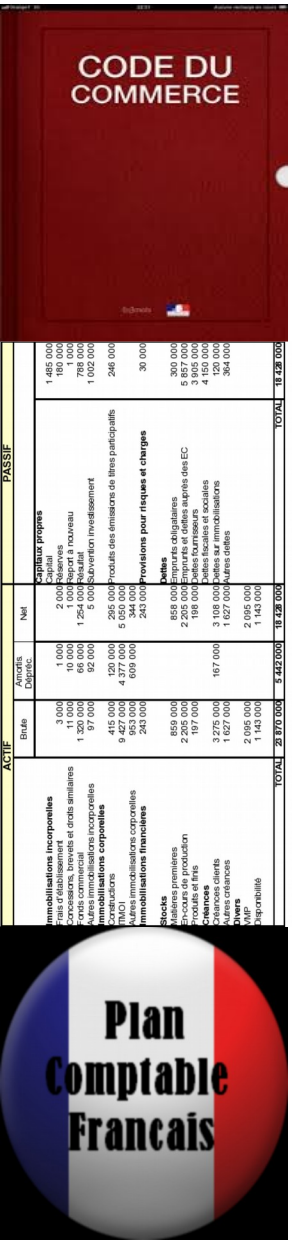
3) Quelques opérations courantes

4) Bilan et Compte de Résultat

5) La démarche comptable

6) Les travaux d’inventaire

7) Évolutions récentes

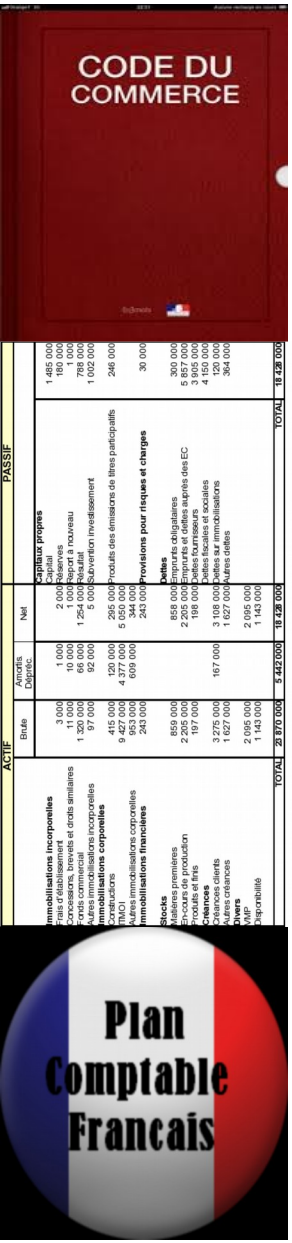


Numérotation (1)

- Les comptes : le PCG fournit un système de numérotation de référence

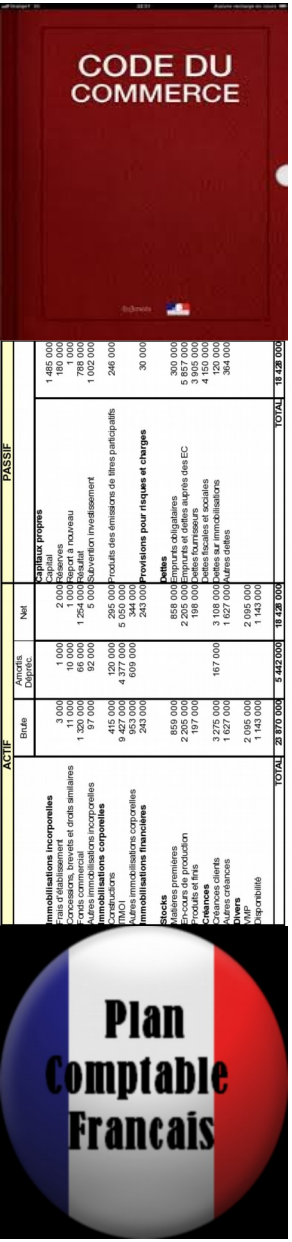
- 401 est le compte Fournisseur, 512 est le compte de Banque, 151 est le compte de provision pour risque…

- Le premier chiffre définit la **classe du compte** : 4 correspond aux comptes de tiers, 5 aux comptes financiers etc...



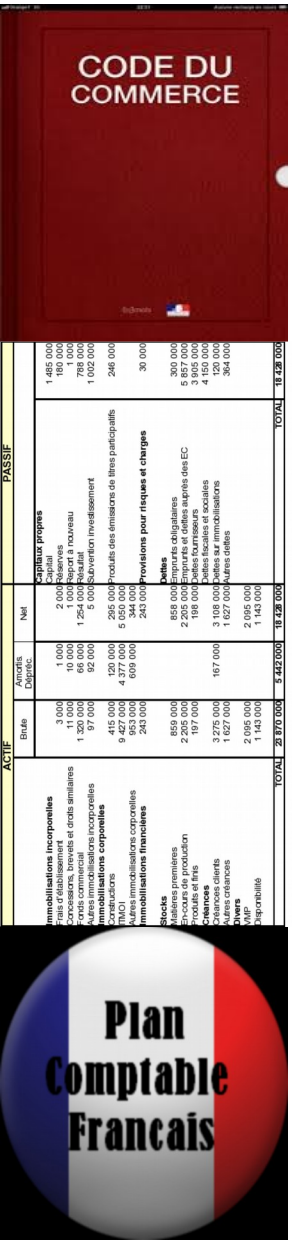
Numérotation (2)

- Classe 1 : comptes de capitaux - Bilan
- Classe 2 : comptes d'immobilisations - Bilan
- Classe 3 : comptes de stocks - Bilan
- Classe 4 : comptes de tiers - Bilan
- Classe 5 : comptes financiers - Bilan
- Classe 6 : comptes de charges - Compte de Résultat
- Classe 7 : comptes de produits - Compte de Résultat
- Classe 8 : comptes spéciaux - Bilan



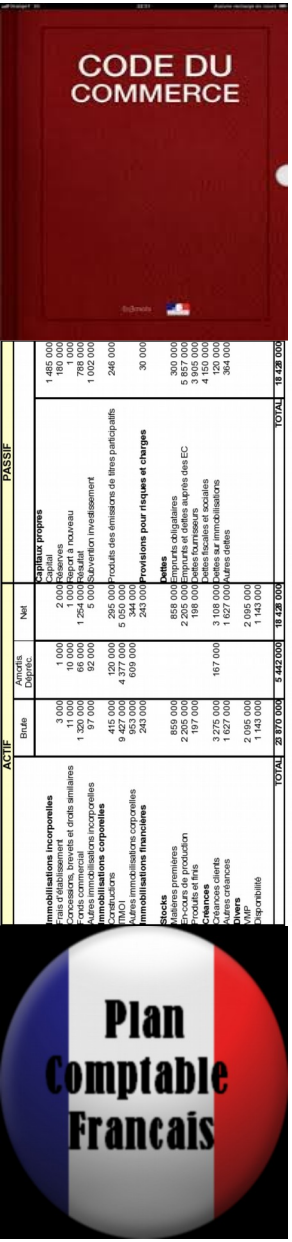
Numérotation (3)

- La plupart des comptes ont trois chiffres.
- Les comptes de classe 1 à 5 sont des comptes de bilan, les comptes de classe 6 et 7 sont des comptes de résultat. La classe 8 est très spécifique.
- La codification comporte quelques spécificités :
  - Les comptes terminant par 0 sont des comptes de rattachement
  - Les comptes terminant par 9 sont des comptes ayant une position anormale : Fournisseur débiteur – 409
  - ...



Numérotation (4)

- Sur-spécification des codes : au delà de trois chiffres
- 51211 : Compte SG
- 51212 : Compte BNP,
- Choix de l'entreprise pour son système de numérotation au delà des chiffres imposés par le PCG
- Agrégation des comptes ensuite.
- Sur le PCG, on a différents niveaux de comptes :
  - En gras, système abrégé qui concerne les petites entreprises
  - En noir, système de base qui concerne les entreprises de taille moyenne
  - En bleu, système développé qui concerne les grandes entreprises.



Plan

1) La système comptable : les comptes

2) Numérotation des comptes

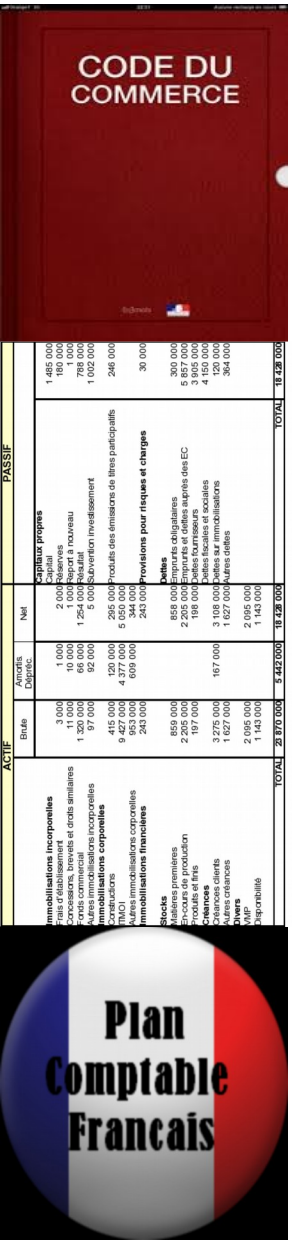
3) Quelques opérations courantes

4) Bilan et Compte de Résultat

5) La démarche comptable

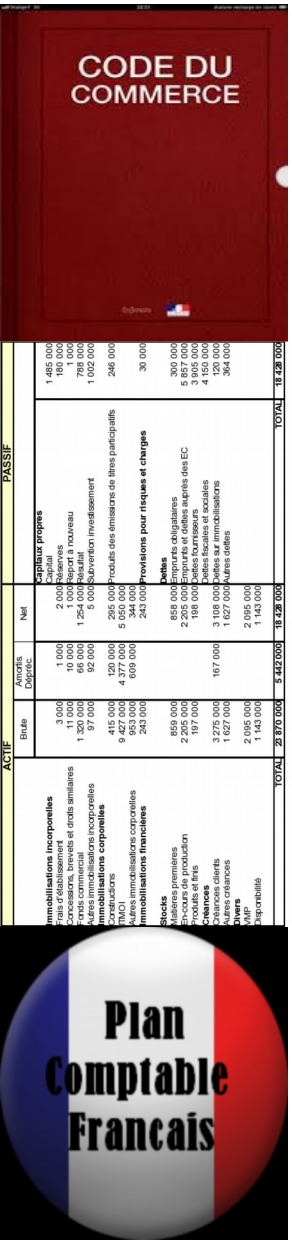
6) Les travaux d'inventaire

7) Évolutions récentes



Opérations courantes (1)

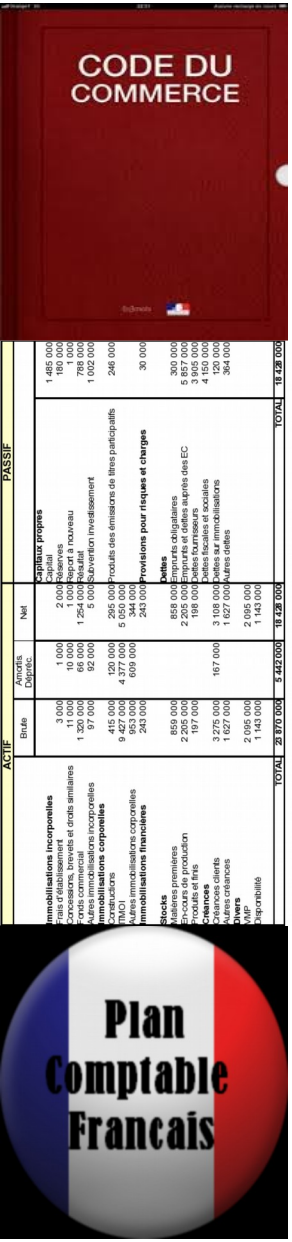
- Les opérations qui concernent la vie de l'entreprise doivent être enregistrées selon un schéma défini
- Chaque opération doit être **portée au livre journal**
- Chaque opération doit être **équilibrée**. Le total des sommes débitées doit être égal au total des sommes créditées.



Opérations courantes (2)

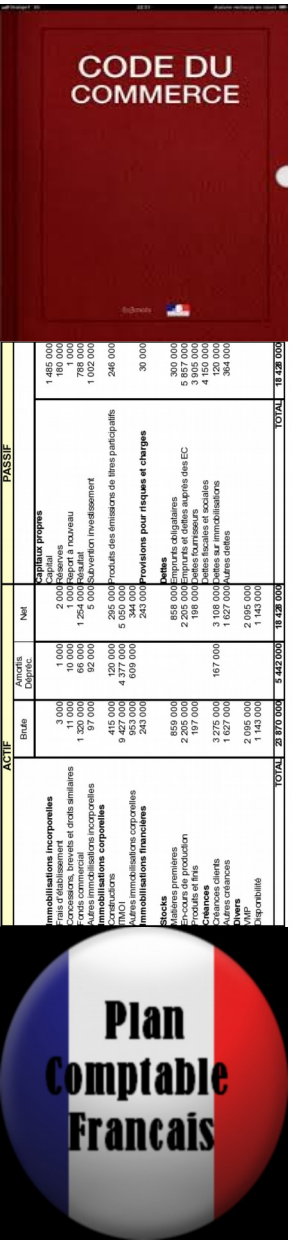
- Une opération peut concerner des comptes de bilan, des comptes du compte de résultat, les deux types de compte.

- Schéma des opérations courantes => cohérence de la construction comptable Bilan et Compte de Résultat.



TVA, achat et vente (1)

- Impôt qui frappe la consommation
- Principale ressource fiscale française (138 Milliards d'€ sur 284 Milliards d'€ de recettes prévues dans la loi de finance 2014)
- Collecté par les entreprises



TVA, achat et vente (2)

Entreprise A.
Coupe et vend du bois

20 € de TVA collectée
0 € de TVA déductible

→ Doit 20 € de TVA à l'Etat

Vend pour
100 € HT de bois

Collecte 20 €
de TVA

Entreprise B.
Produit des meubles

60 € de TVA collectée
20 € de TVA déductible

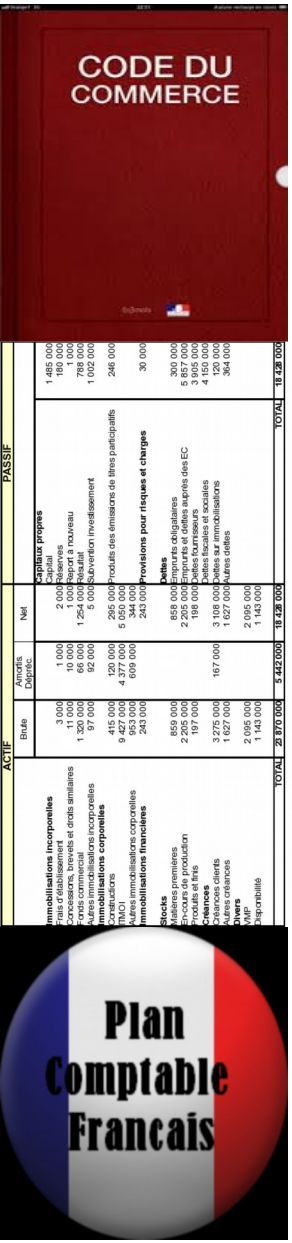
→ Doit 40 € de TVA à l'Etat

Vend pour
300 € HT de meubles

Collecte 60 €
de TVA

Consommateur
Achète des meubles

Paie 360 € : 300 € de biens, 60 € de TVA.
Le consommateur supporte la TVA

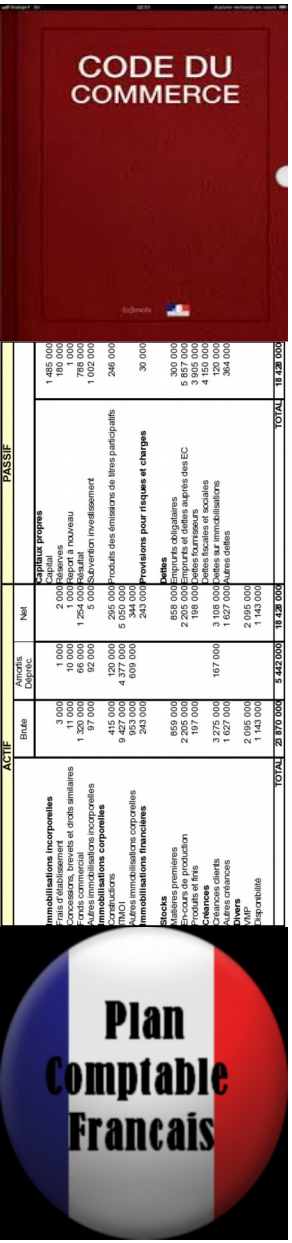


TVA, achat et vente (3)

- Lors d'un achat, la TVA due par l'entreprise à l'Etat diminue. On parle de TVA déductible – compte

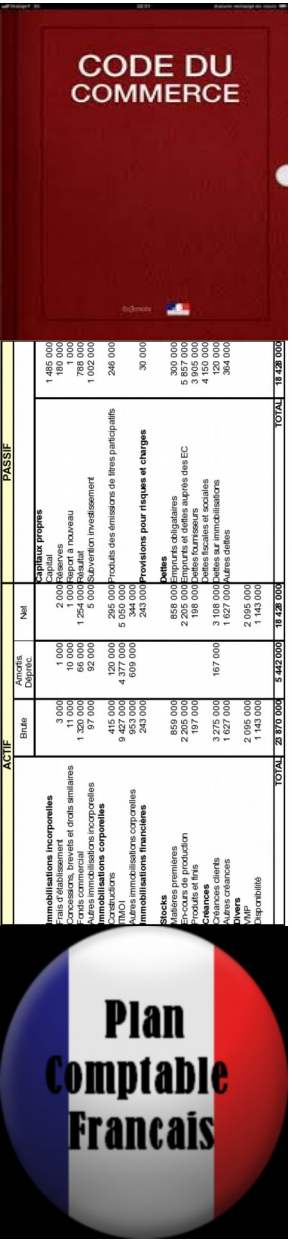
- Lors d'une vente, la TVA due par l'entreprise à l'Etat augmente. On parle de TVA collectée.

TVA due à l'Etat = TVA collectée – TVA déductible



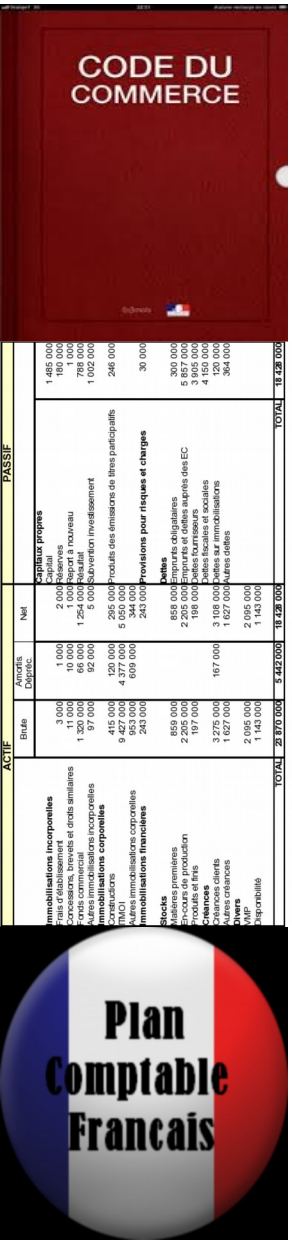
TVA, achat et vente (4)

- Il existe plusieurs taux de TVA :
  - Le taux normal est de 20% depuis le 01/01/2014
  - Le taux réduit de 10% pour certains produits de première nécessité (Ex : transport public, villages de vacances). Ce taux a remplacé le taux de 7% au 01/01/2014
  - Le taux réduit de 5.5% pour les produits de première nécessité, ou pour certains secteurs (Ex : Eau, une partie de l'alimentaire, abonnement sur le gaz et l'électricité, le secteur des Théâtres et Concerts)
  - Le taux réduit de 2.1% pour quelques produits très spécifiques (Ex : les médicaments remboursés par la Sécurité Sociale, les publications de presse hors pornographique)



TVA, achat et vente (5)

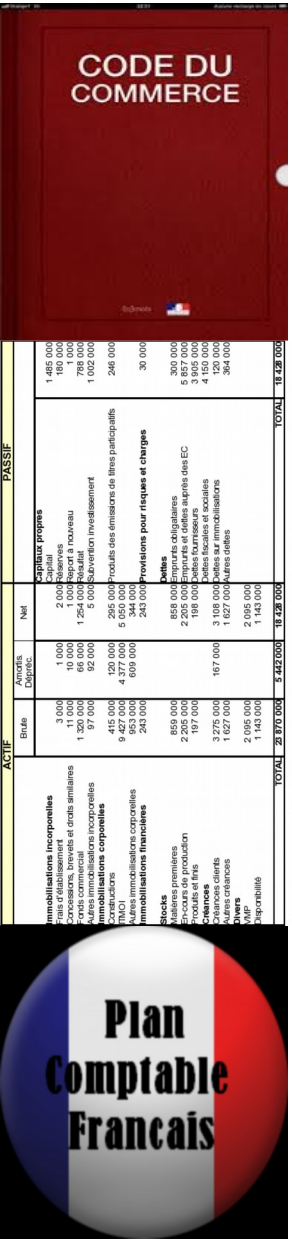
- Les comptes d'achats peuvent être de diverses natures :
  - 607 : achats de marchandises (marchandises achetées pour être revendues en l'état)
  - Distinction des différents comptes d'achat ?



TVA, achat et vente (6)

Ex : un achat de 30 000 € de marchandises auprès d'un fournisseur. L'élément déclencheur est la facture, qui est reçue le 5 avril N.

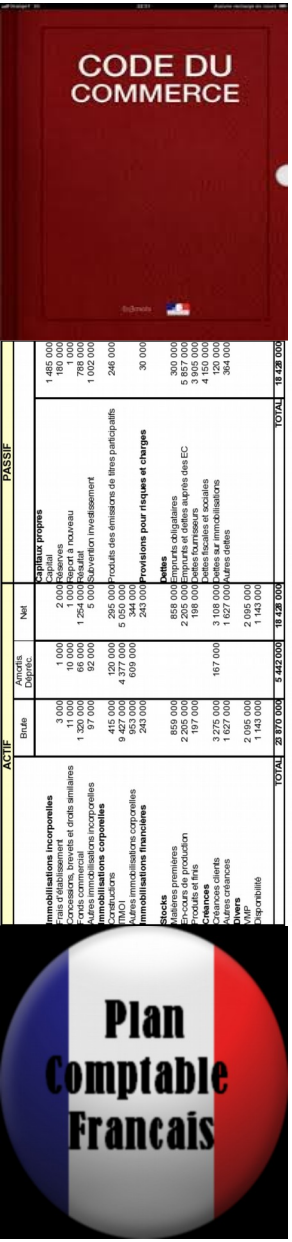
	- 5 avril N -		
607	Achat de marchandises	30 000	
44566	TVA déductible sur autres biens et services	6 000	
401	Fournisseurs		36 000



TVA, achat et vente (7)

Ex :

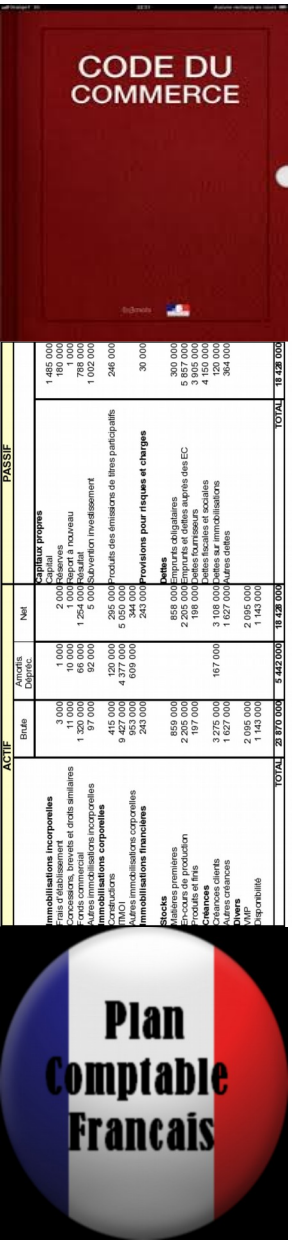
	- 25 mai N -		
60171	Achats stockés de fenêtres	1 000	
60172	Achats stockés de blocs portes	6 000	
44566	Etat, TVA déductible sur biens et services	1 400	
401	Fournisseurs		8 400



TVA, achat et vente (8)

Les ventes :

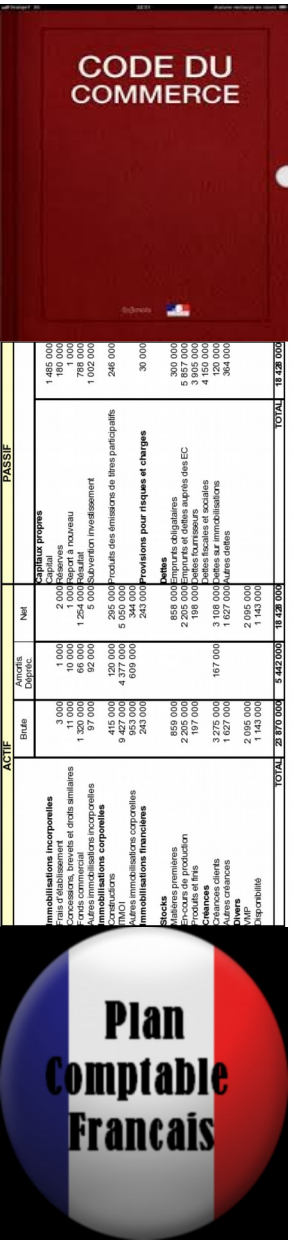
- 701 : ventes de produits finis
- 702 : Ventes de produits intermédiaires
- …
- 706 : Prestation de service
- 707 : ventes de marchandises



TVA, achat et vente (9)

Ex : on suppose vendre pour 40 000 € de marchandises HT

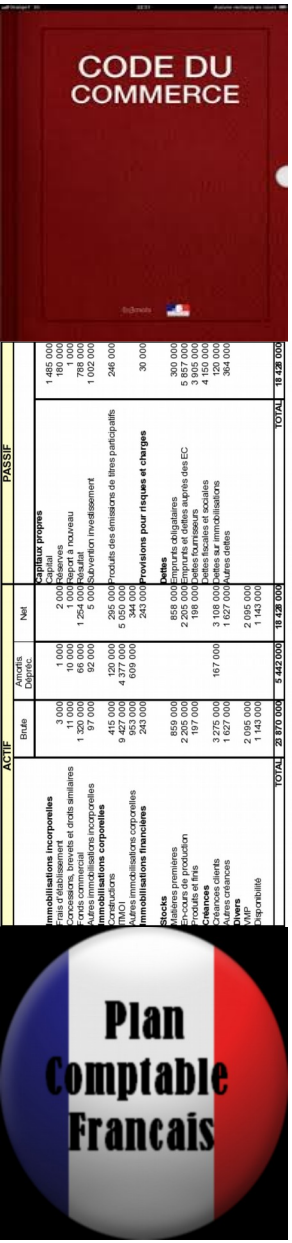
	- 5 avril N -		
411	Clients	48 000	
4457	TVA collectée		8 000
701	Vente de produits		40 000



TVA, achat et vente (10)

Ex : on suppose acheter pour 10 000 € de marchandises HT *au comptant*, le 10 avril N

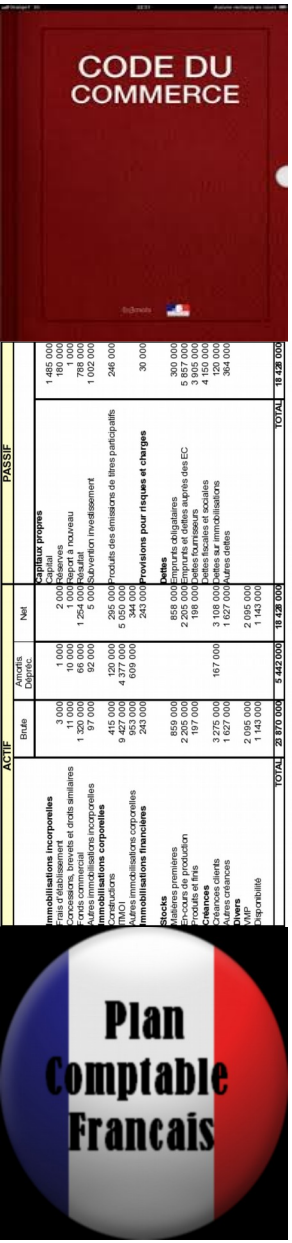
	- 10 avril N -		
512	Banque		12 000
44566	Etat, TVA déductible sur biens et services	2 000	
607	Achat de marchandises	10 000	



TVA, achat et vente (11)

- Chaque mois, on liquide et on règle la TVA
- On suppose avoir les montants suivant au 30/09/N :
  - TVA collectée : 15 786
  - TVA déductible : 12 909

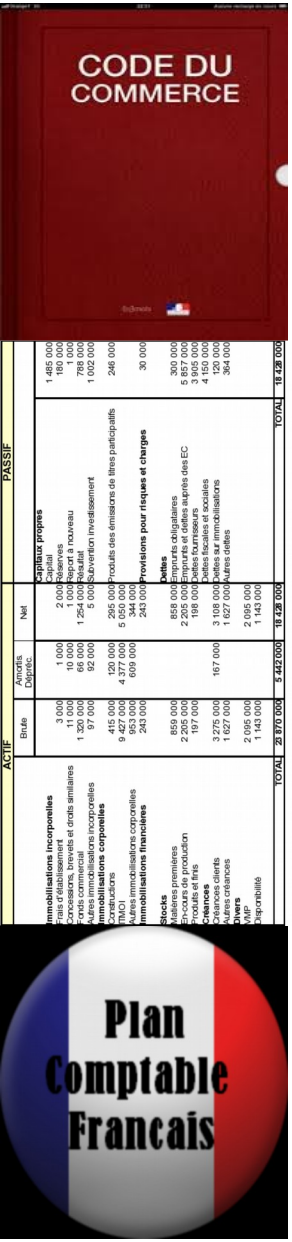
	- 30 avril N -		
4457	Etat, TVA collectée	15 786	
44566	Etat TVA déductible sur biens et services		12 909
44511	Etat, TVA à décaisser		2 877
	- 20 mai N -		
44511	Etat, TVA à décaisser	2 877	
512	Banque		2 877



TVA, achat et vente (12)

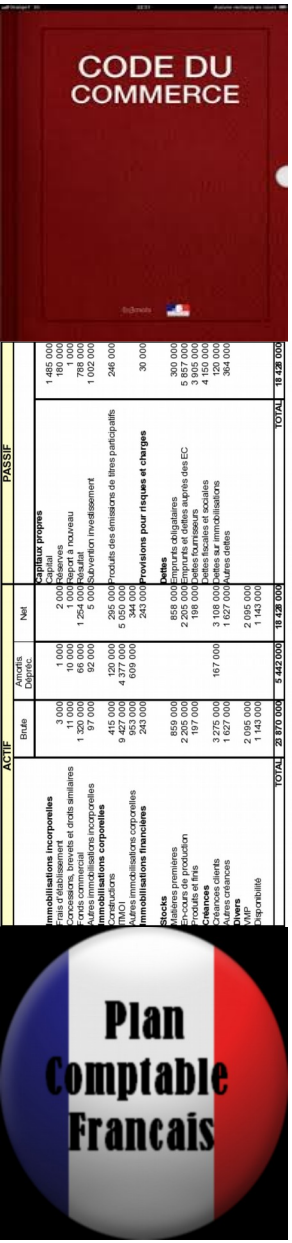
- Un autre exemple :
- On suppose avoir les montants suivant au 30/09/N :
  - TVA collectée : 12 000
  - TVA déductible : 15 000

	- 30 avril N -		
4457	Etat, TVA collectée	12 000	
44566	Etat TVA déductible sur biens et services		15 000
44567	Etat, Crédit de TVA à reporter	3 000	



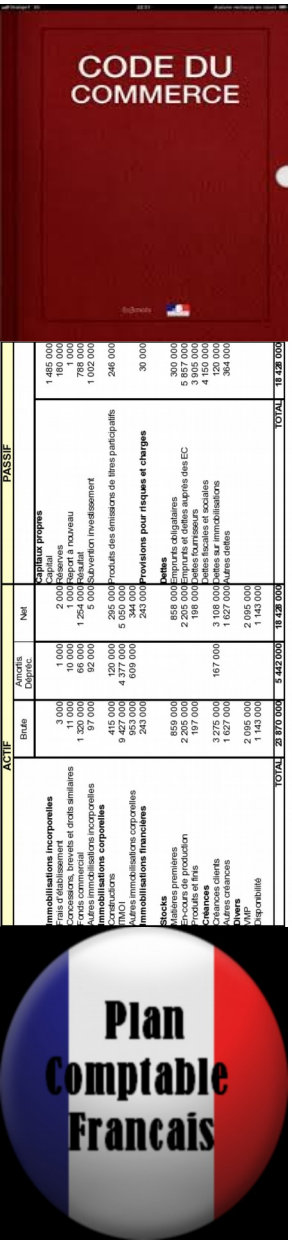
Emprunts (1)

- Le financement provient de différentes sources :
  - Les apports en capitaux (compte 101 et comptes 512 ou 530)
  - **Les emprunts**
  - Les concours bancaires courants
  - Les effets de commerce
  - L'affacturage



Emprunts (2)

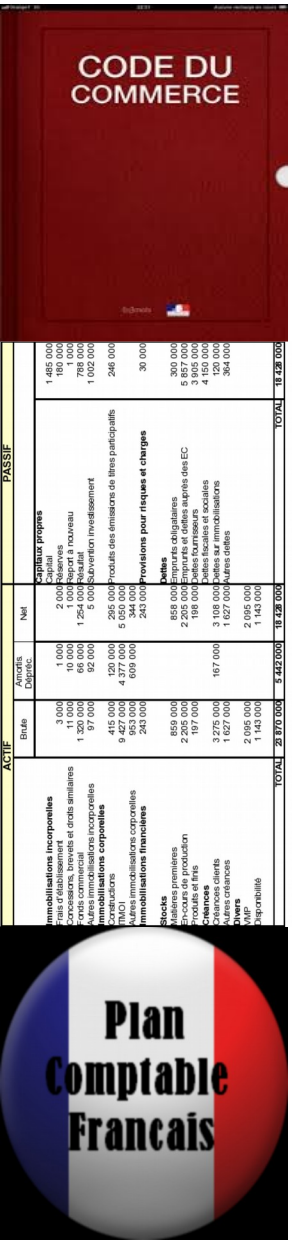
- Les emprunts.
  - Par des échéances constantes
  - Par des remboursements de capital constant
- Les comptes :
  - 164 : emprunts auprès des éts de crédit
  - 168 : Autres emprunts et dettes assimilées
  - 627 : services bancaires et assimilés
  - 6611 : Intérêt des emprunts et dettes



Emprunts (3)

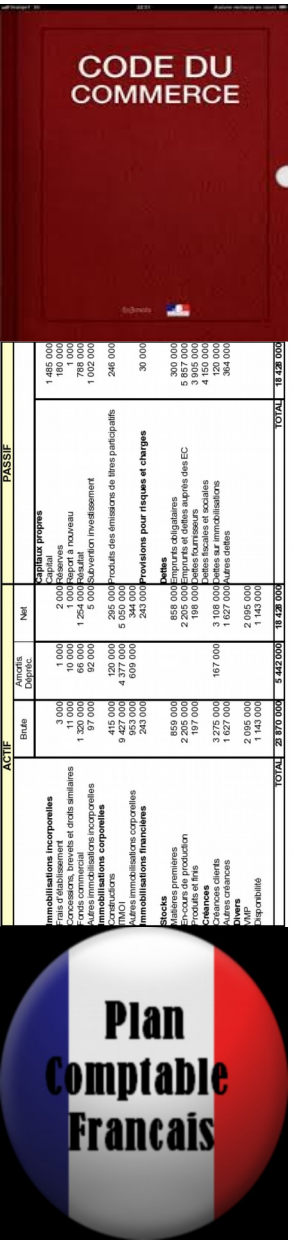
- Tableau d'amortissement d'un emprunt
- Annuité = amortissement de la dette + intérêts.
- Types d'emprunts :
  - Par amortissement constant
  - Remboursement in fine
  - Par annuité constante
- Formule de l'annuité constante :

$$Annuité = Capital * \frac{i}{1-(1+i)^{-n}}$$



Emprunts (4)

- Les crédits bancaires courants (CBC) font également partie des modes de financement
- Autorisation de découverts, facilité de caisse, etc.
- Il se traduisent par un compte 512 créditeur.

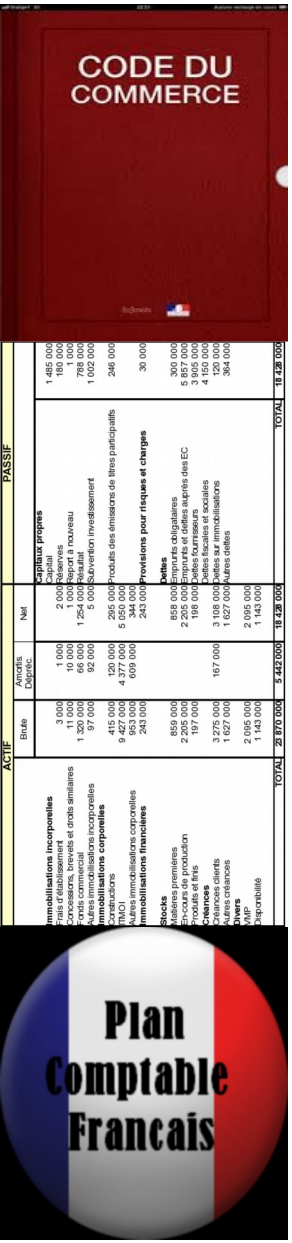


Les charges de personnel (1)

Charges de personnels

- Salaires nets
- Cotisations sociales salariales
- Charges sociales patronales

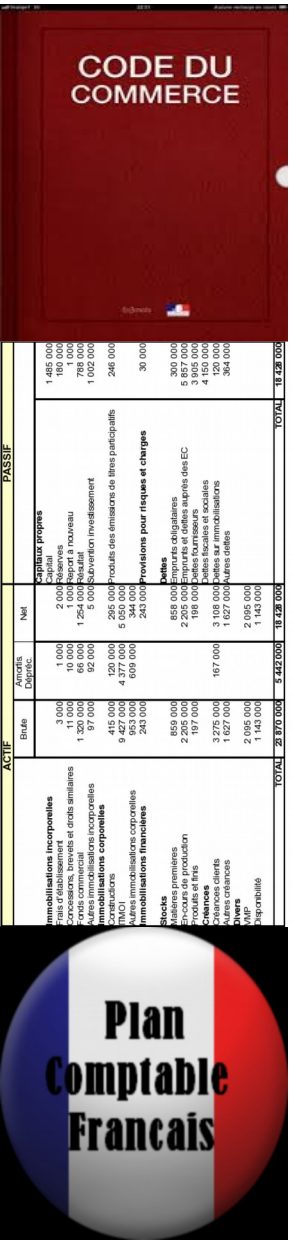
Salaire brut = Salaire net + cotisations sociales salariales



Les charges de personnel (2)

Les organismes qui collectent les cotisations sociales salariales et patronales :

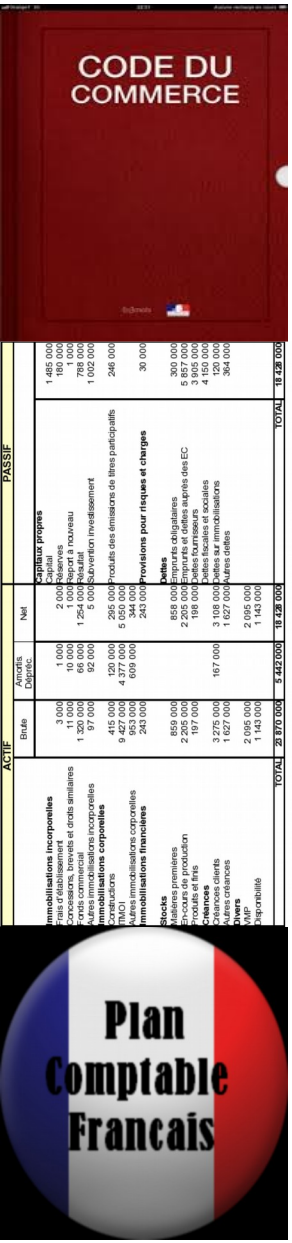
- URSSAF : Union de recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'allocations familiales
- ARRCO : Association des régimes de retraite complémentaires
- AGIRC : Association générale des institution de retraite des cadres
- APEC : Association pour l'emploi des cadres
- AGFF : Associaiton pour la estion du fonds de financement de l'AGIRC et de l'ARRCO



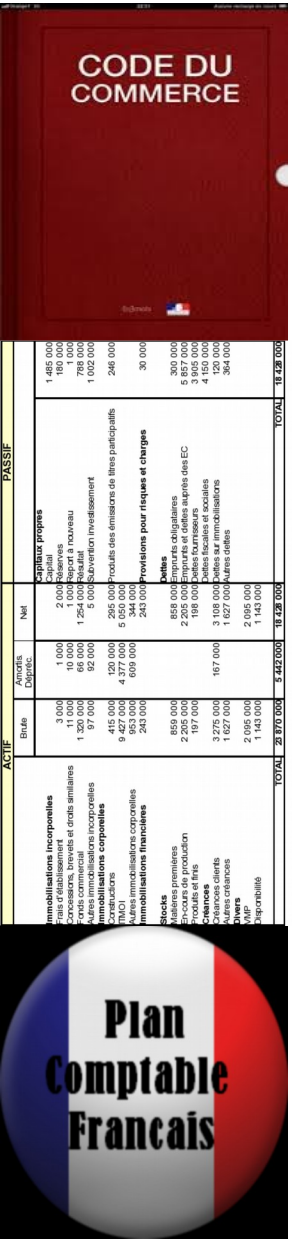
Les charges de personnels (3)

Les étapes de la comptabilisation au travers d'un exemple :

- Des salaires nets de 72 450 €
- Des cotisations patronales pour la sécurité sociale 13 908 €
- Des cotisations patronales pour tous les autres organismes confondus : 9 725 €
- Des cotisations salariales pour 12 560 € pour la Sécurité Sociale
- Des cotisations salariales pour 7 500 € pour tous les autres organismes confondus.
- La paie est comptabilisée le 31/10/N, elle est versée le 04/11/N, les cotisations sociales sont versées aux organismes le 12/11/N



	- 31/10/N -		
641	Rémunération du personnel	92 510	
421	Personnel - Rémunérations dues		92 510
	- 31/10/N -		
421	Personnel - Rémunérations dues	20 060	
431	Sécurité Sociale		12 560
437	Autres organismes sociaux		7 500
	- 31/10/N -		
645	Charges de sécurité sociales et de prév.	23 633	
431	Sécurité Sociale		13 908
437	Autres organismes sociaux		9 725
	- 04/11/N -		
421	Personnel - Rémunérations dues	72 450	
512	Banque		72 450
	- 12/11/N -		
431	Sécurité Sociale	26 468	
437	Autres organismes sociaux	17 225	
512	Banque		43 693

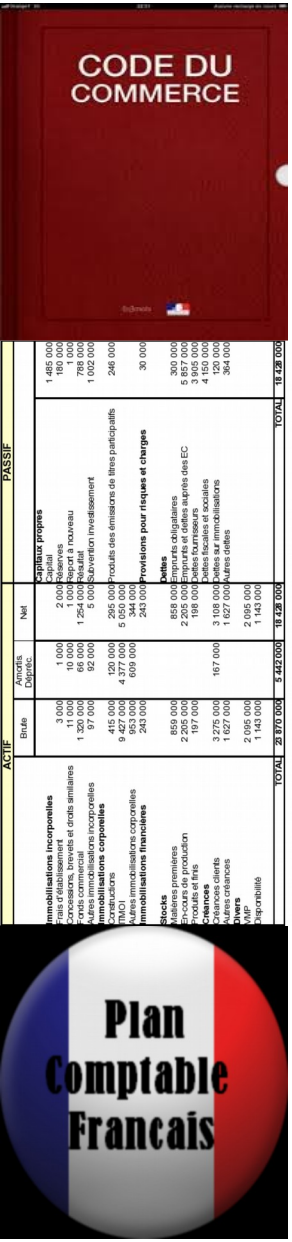


Livre journal

A noter que parfois, on donne des indications sur les écritures au livre journal

	- 10 avril N -		
512	Banque		12 000
44566	Etat, TVA déductible sur biens et services	2 000	
607	Achat de marchandises	10 000	
	Facture N°765-2015		

	- 20 avril N -		
512	Banque		2 870
164	Emprunt	1 230	
661	Charge d'intérêts	1 640	
	Paiement échance avril N, prêt SG / 6571525765		



Plan

1) La système comptable : les comptes

2) Numérotation des comptes

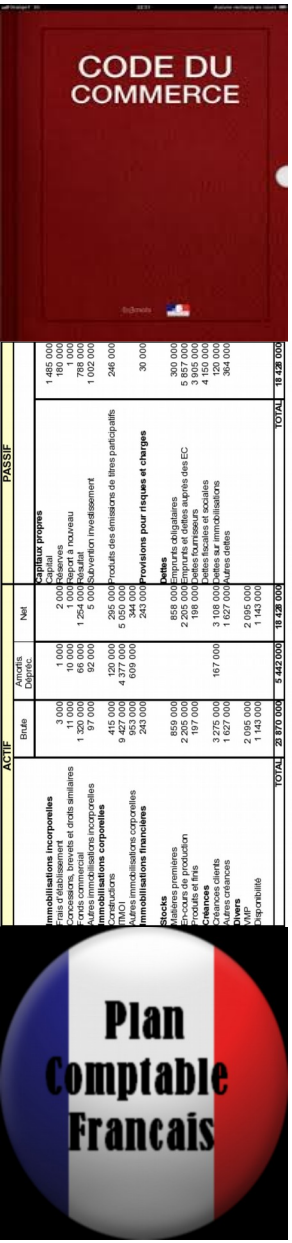
3) Quelques opérations courantes

4) Bilan et Compte de Résultat

5) La démarche comptable

6) Les travaux d'inventaire

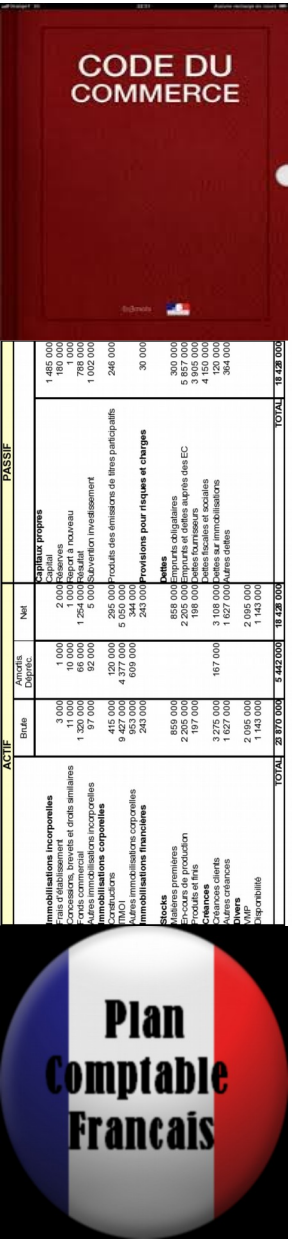
7) Évolutions récentes



Opérations courantes, bilan et Compte de Résultat (1)

- Pour voir l'impact conjoint la vie de l'entreprise sur le bilan et le compte de résultat, on considère quelques opérations d'un prestataire de service :
  (1) Création de l'entreprise avec un apport de 20 000 €
  (2) Obtention d'un prêt de 3 000 €
  (3) Achat d'un ordinateur pour 7 500 €
  (4) Prestation d'une entreprise de nettoyage pour 1000 €
  (5) Achat de consommables (comptant) pour 100 €
  (6) Paiement de la prestation de l'entreprise de nettoyage
  (7) Vente d'une prestation de service pour 2500 €
  (8) Réception du paiement de la prestation de service.
  (9) Paiement du loyer pour 750 €
- Journal, grand livre, bilan et CR : impact des opérations sur le résultat

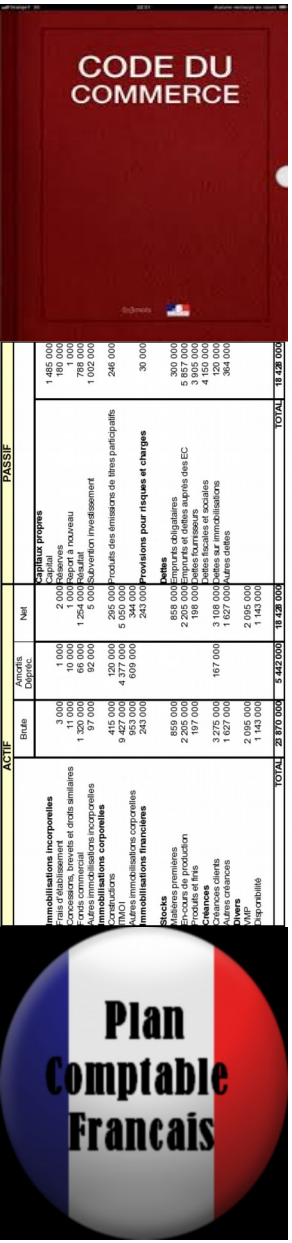
Le bilan



BILAN

Actif	Passif
Actif immobilisé	Fonds propres
•Immob. Corporelles	• Capital
•Immob. Incorporelles	• Réserves
•Immob. Financières	• **Résultat**
	Emprunts à long et moyen terme
	Provisions
Actif circulant	Passif circulant
•Créances Clients	•Dettes fournisseurs
•Stocks	•Emprunts à court terme
•Valeurs mobilières de placement	
•Disponibilités	

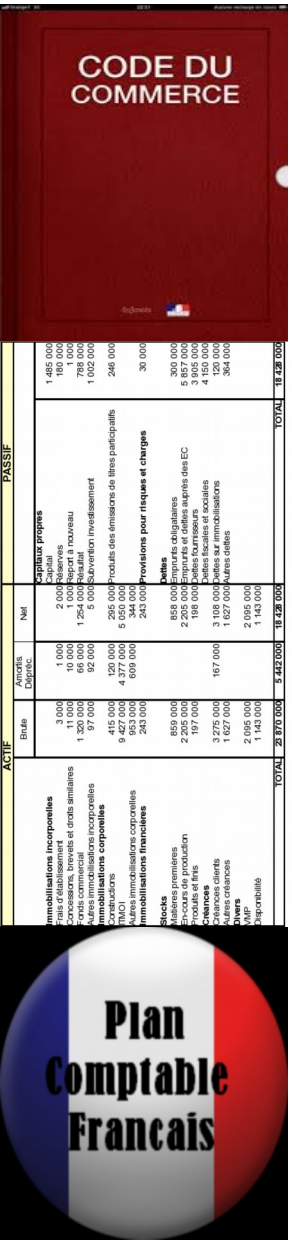
Le bilan



ACTIF	Brute	Amortis. Deprec.	Net
Immobilisations incorporelles	3 000	1 000	2 000
Frais d'établissement	11 000	10 000	1 000
Frais de recherche et droits similaires	1 320 000	66 000	1 254 000
Fonds commercial	97 000	92 000	5 000
Autres immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	415 000	120 000	295 000
Terrains	9 427 000	4 377 000	5 050 000
Constructions	953 000	609 000	344 000
TMOI	243 000		243 000
Autres immobilisations corporelles			
Immobilisations financières			
Stocks	859 000		858 000
Matières premières	2 205 000		2 205 000
En-cours de production	197 000		189 000
Produits et biens			
Créances	3 275 000	167 000	3 108 000
Créances clients	1 627 000		1 627 000
Autres créances			
Divers	2 095 000		2 095 000
VMP	1 143 000		1 143 000
Disponibilité			
TOTAL	20 970 000	5 442 000	18 428 000

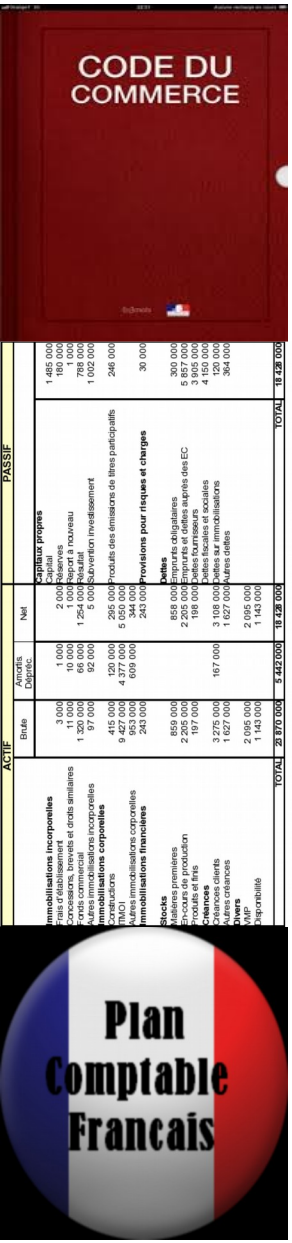
PASSIF	
Capitaux propres	
Capital	1 485 000
Réserves	180 000
Report à nouveau	4 000
Résultat	789 000
Subvention investissement	1 002 000
Produits des émissions de titres participatifs	246 000
Provisions pour risques et charges	30 000
Dettes	
Emprunts obligataires	300 000
Emprunts et dettes auprès des EC	5 857 000
Dettes fournisseurs	3 900 000
Dettes fiscales et sociales	4 150 000
Dettes sur immobilisations	120 000
Autres dettes	364 000
TOTAL	18 428 000

- L'actif est organisé par niveau de liquidité.
- Le passif est organisé par niveau d'exigibilité.



Compte de résultat (1)

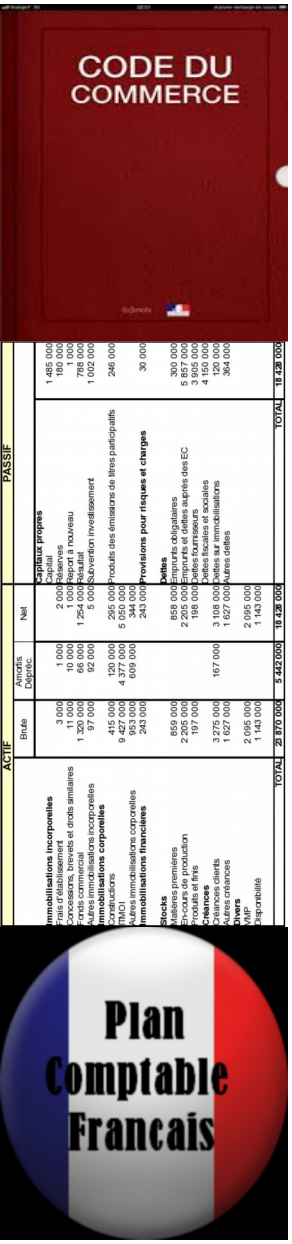
- Les produits et charges se déclinent en différentes catégories.
- Les produits et charges d'exploitation sont liés à l'activité normale et courante de l'entreprise
- Les produits et charges financiers découlent des opérations de placement ou de financement
- Les produits et charges exceptionnels ne sont pas liés à l'activité normale et courante et n'ont pas un caractère répétitif.



Compte de résultat (2)

- Déf. Charge : emploi définitif qui correspond à un appauvrissement de l'entreprise. (différence avec immobilisation !)

- Déf. Produit : ressource interne correspondant à un enrichissement de l'entreprise.



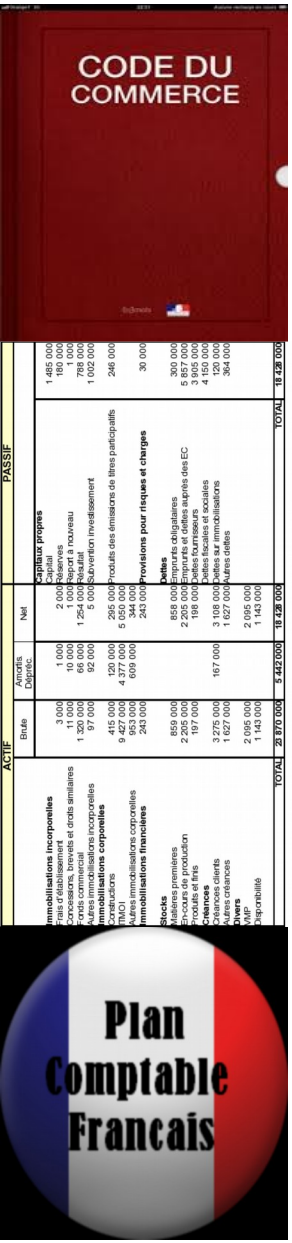
Compte de résultat (3)

Compte de résultat

Charges 6-	Produits 7-
Charges d'exploitation Ce	Produits d'exploitation Pe
Charges financières Cf	Produits financiers Pf
Charges exceptionnelles Cx	Produits exceptionnels
Total des charges Ce+Cf+Cx	Total des produits Pe+Pf+Px
Bénéfice	Perte
Total général	Total général

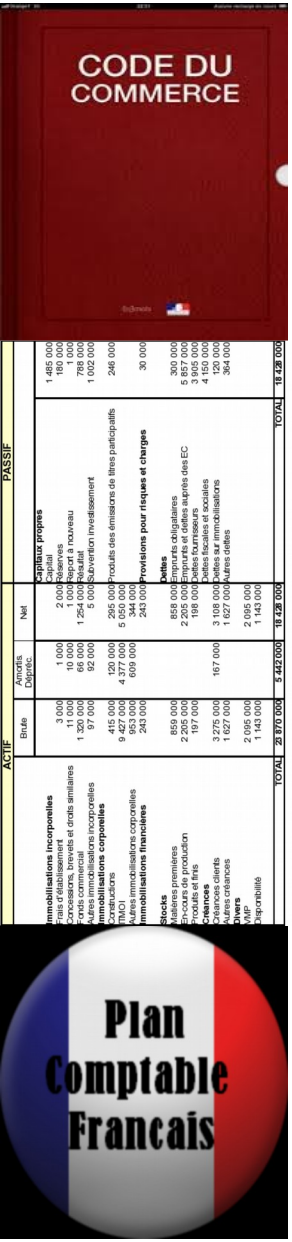
Le résultat permet d'équilibrer le compte de résultat. Contrairement au bilan, il apparaît à droite ou à gauche.

A noter qu'une autre présentation du compte de résultat (en colonne) est possible, mais sera vue plus tard



Détermination du résultat

- Au bilan : ACTIF=PASSIF
- Au compte de résultat, CHARGES=PRODUITS
- Un même résultat apparaît au CR et au Bilan. Il équilibre l'actif et le passif, il équilibre charges et produits.
- Deux méthodes de détermination → deux visions du résultat comptable.
- Noter la notion de résultat comptable : il permet le calcul de l'impot



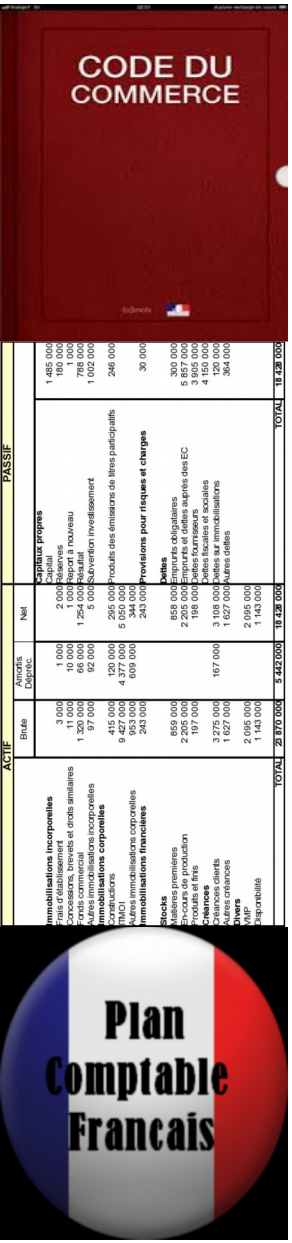
Pourquoi la partie double ? (1)

- Chaque opération de l'entreprise => plusieurs mouvements sur différents comptes du bilan et / ou du compte de résultat.

- **Chaque opération est individuellement équilibrée**

  Σdébits = Σcrédits => Partie double.

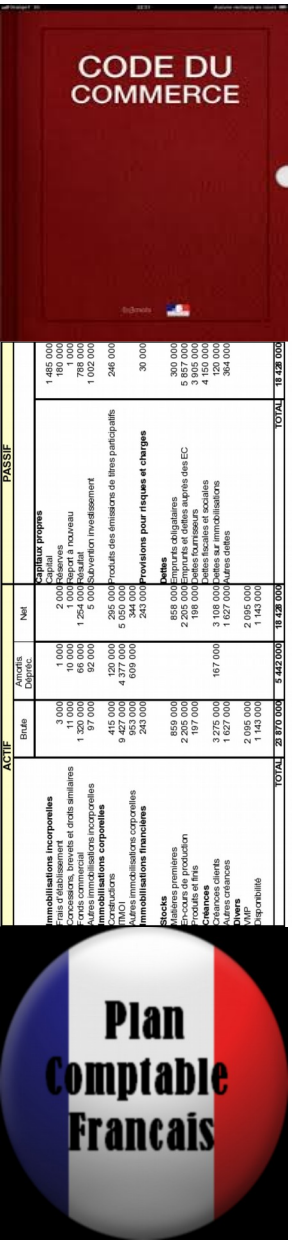
- Le compte de résultat et le bilan permettent de mettre en évident le **résultat,** calculé de deux manières différentes. Propriété obtenue par construction.



Pourquoi la partie double ? (2)

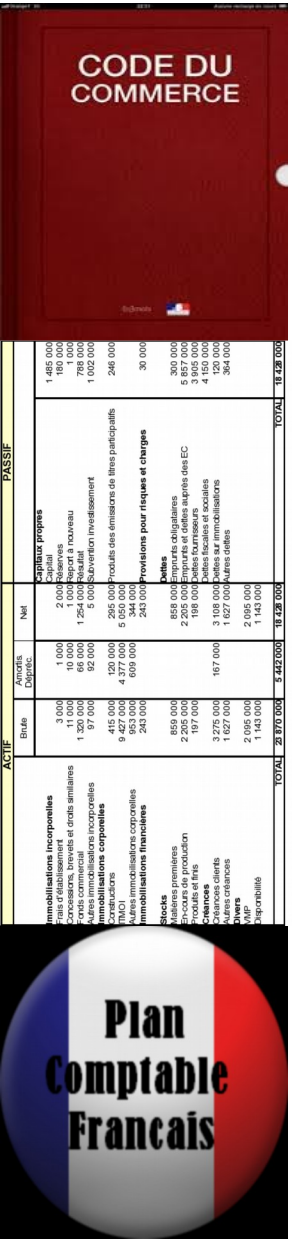
- Partie double : à chaque mouvement d'un compte d'un montant donné, correspond le mouvement d'un ou de plusieurs autres comptes, pour le même montant.

- Ce principe traduit l'idée qu'au débit d'un compte correspond le crédit d'un autre et inversement :
  - ➔ En vendant des pommes, on augmente le numéraire liquide dont on dispose, mais on diminue le stock des pommes disponibles
  - ➔ En empruntant, on reçoit des fonds, mais on contracte une dette.
  - En construisant un meuble, on augmente le stock de meubles, mais on diminue le stock de vis, de planches etc...



Pourquoi la partie double ? (3)

- La partie double permet **la vérification**.
- La vérification est aisée : on peut tracer les oublis les disparitions
- Image fidèle de l'état des richesses et des interactions avec les différents acteurs.
- A noter que les opérations pourraient être représentées différemment.



Plan

1) La système comptable : les comptes

2) Numérotation des comptes

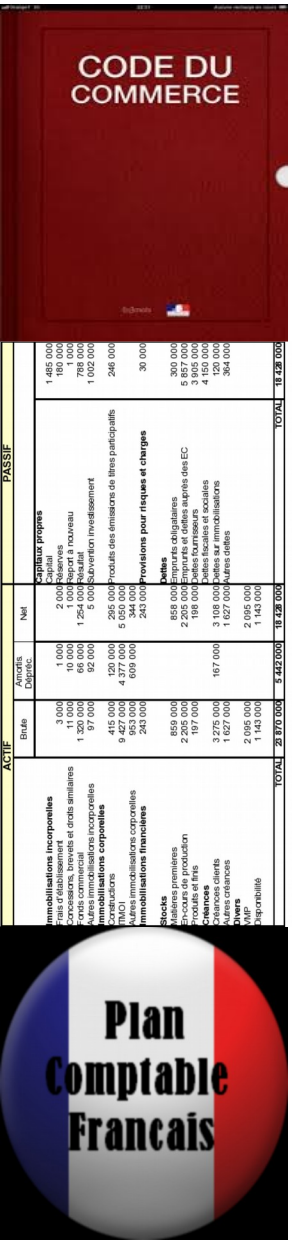
3) Quelques opérations courantes

4) Bilan et Compte de Résultat

5) La démarche comptable

6) Les travaux d'inventaire

7) Évolutions récentes



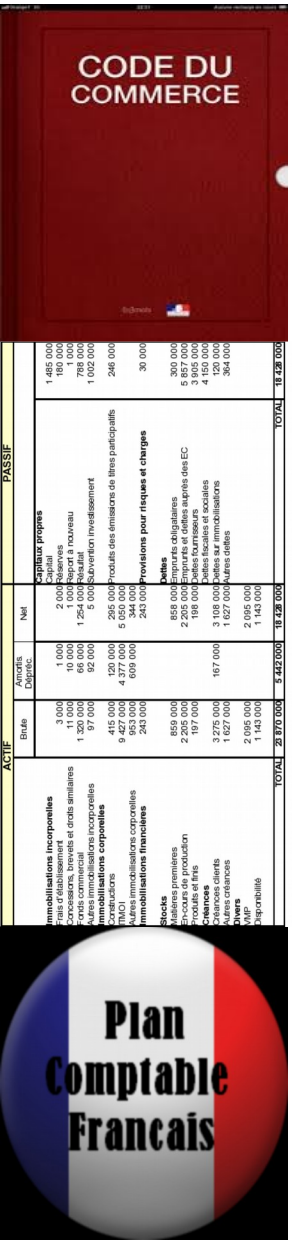
Historique de la normalisation (1)

- Avant 1940 : la plupart des entreprises tiennent une comptabilité générale – mécanismes relativement homogènes mais différences : règles d'évaluation des actifs, de la prise en compte des risques…

- L'Allemagne adopte une normalisation comptable en 36-37. Emprise de l'Etat sur l'économie => normalisation des comptes.

- Avant-guerre en France : défense de l'idée de la nécessité d'un système uniformisé pour rationaliser l'économie : aller vers la saine concurrence et éliminer les fraudes (Maurice Allais défend notamment ce point de vue)

Historique de la normalisation (2)



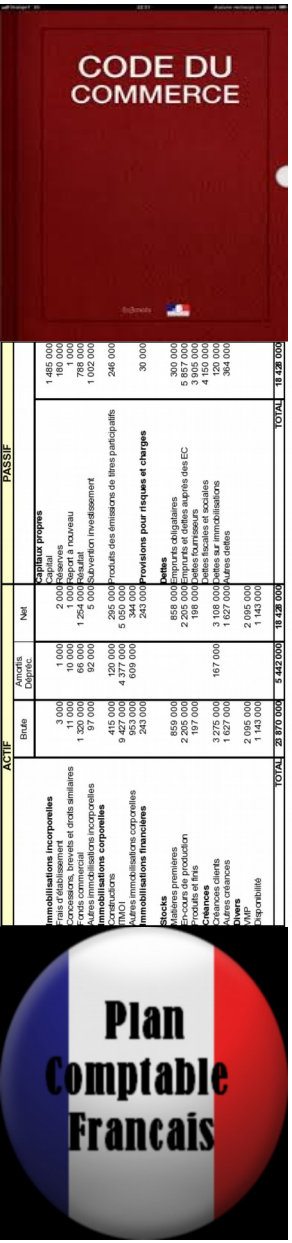
- Poursuite des travaux sous le régime de Vichy. 1942 : création de l'ordre des Experts-comptables et des comptables agréés. L'existence de l'ordre sera confirmé à la Libération.

- Premier plan comptable : 1943

- En France, la normalisation comptable date de 1946 (période de développement du rôle interventionniste de l'État, planification)

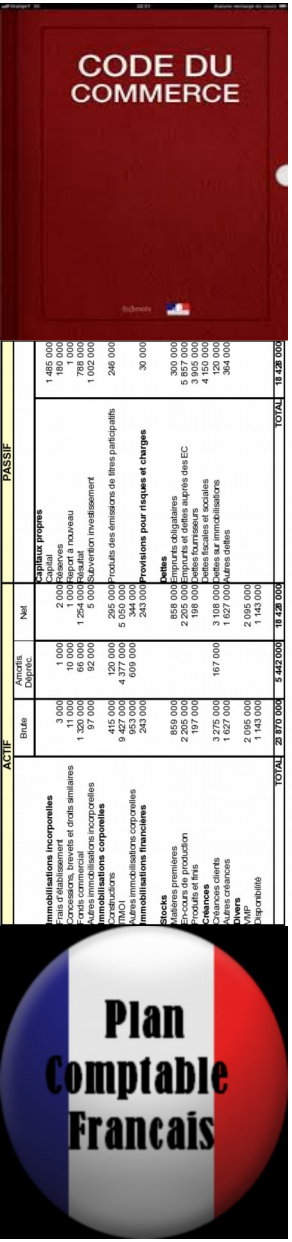
- Une commission d'experts, notamment des experts-comptables élabore le premier plan comptable.

- Le plan comptable (PCG de 1947) est un ensemble de règles pour l'établissement des comptes.



Historique de la normalisation (3)

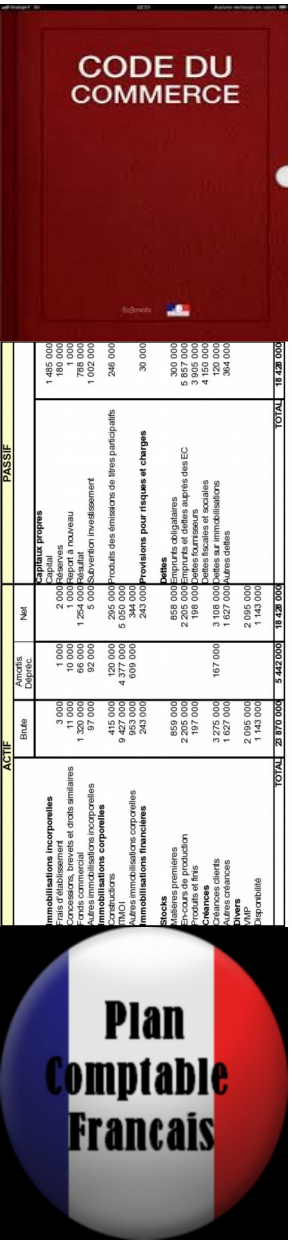
- Le PCG révisé en 1957, rendu obligatoire en 1960. Le PCG 1982 intègre des directives européennes.
- Le plan actuel date de 1999.
- Des règlements émis par le Conseil de la Réglementation Comptable (CRC) l'ont actualisé en 2005
- En 2009, une ordonnance crée l'ANC – Autorité des Normes Comptables qui fusionne le CRC et le CNC (Conseil National de la Comptabilité).
- Désormais, c'est l'ANC qui édicte le PCG.



Source de droit (1)

- Le PCG de 1999
- Le code de commerce
- Les Lois, arrêtés et décrets
- Les avis du Conseil National de la Comptabilité
- Les directives et règlements européens.
- Les normes de l'IASB
- ...

Source de droit (2)

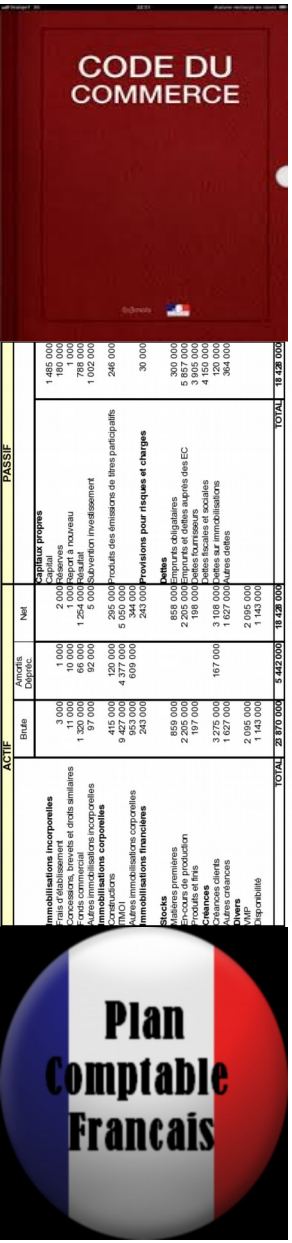


ACTIF	Brute	Amortis. Deprec.	Net
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement	3 000	1 000	2 000
Frais de recherche et droits similaires	11 000	10 000	1 000
Fonds commercial	1 320 000	66 000	1 254 000
Autres immobilisations incorporelles	97 000	92 000	5 000
Immobilisations corporelles			
Terrains	415 000	120 000	295 000
TMOI	9 427 000	4 377 000	5 050 000
Autres immobilisations corporelles	953 000	609 000	344 000
Immobilisations financières	243 000		243 000
Stocks			
Matières premières	859 000		858 000
En-cours de production	2 205 000		2 205 000
Produits finis	197 000		169 000
Créances			
Créances clients	3 275 000	167 000	3 108 000
Autres créances	1 627 000		1 627 000
Divers			
VMP	2 095 000		2 095 000
Disponibilité	1 143 000		1 143 000
TOTAL	20 970 000	5 442 000	18 428 000

PASSIF	
Capitaux propres	
Capital	1 485 000
Réserves	180 000
Report à nouveau	7 000
Résultat	789 000
Subvention investissement	1 002 000
Produits des émissions de titres participatifs	246 000
Provisions pour risques et charges	30 000
Dettes	
Emprunts obligataires	300 000
Emprunts et dettes auprès des EC	5 857 000
Dettes fournisseurs	3 390 000
Dettes fiscales et sociales	4 150 000
Dettes sur immobilisations	120 000
Autres dettes	364 000
TOTAL	18 428 000

Le PCG :

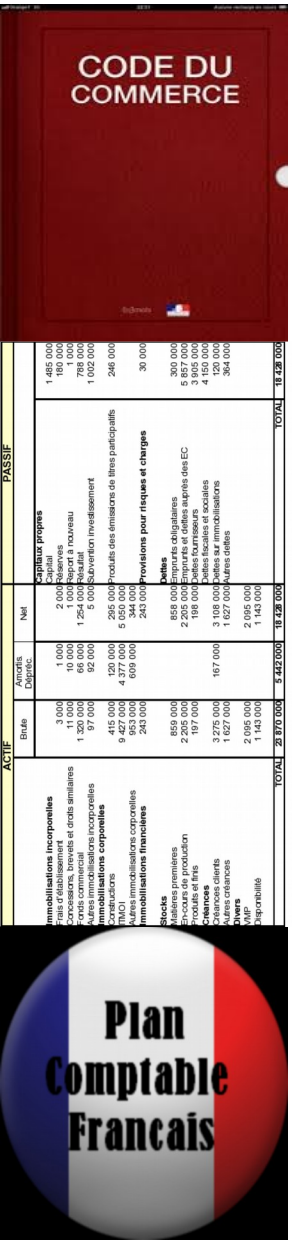
- Réglementation de normalisation comptable
- Se présente sous la forme d'une série d'articles.



Source de droit (3)

- Le PCG s'impose à toutes les entreprises

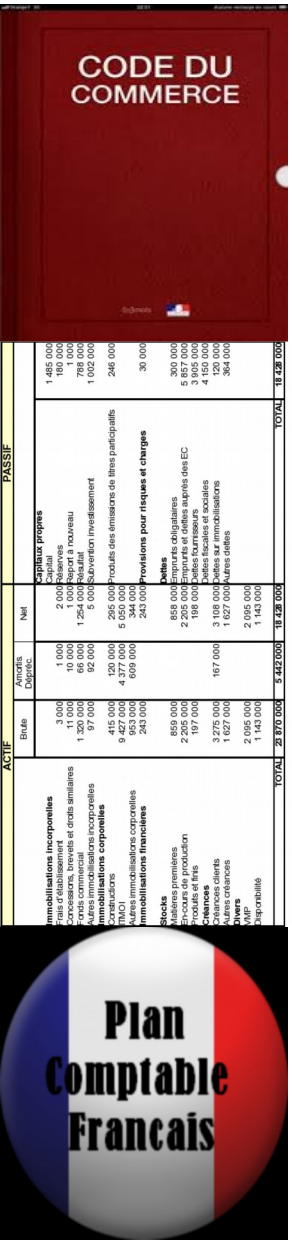
- Il vise à :
  - Une harmonisation de l'information comptable
  - Une adaptation aux moyens informatisés de traitement de l'information
  - Une harmonisation internationale des pratiques comptables



Les principes comptables (1)

- La comptabilité se fonde sur plusieurs principes fondamentaux :
  (1) Le principe **d'image fidèle** : les documents comptables doivent refléter une image fidèle de la situation de l'entreprise.

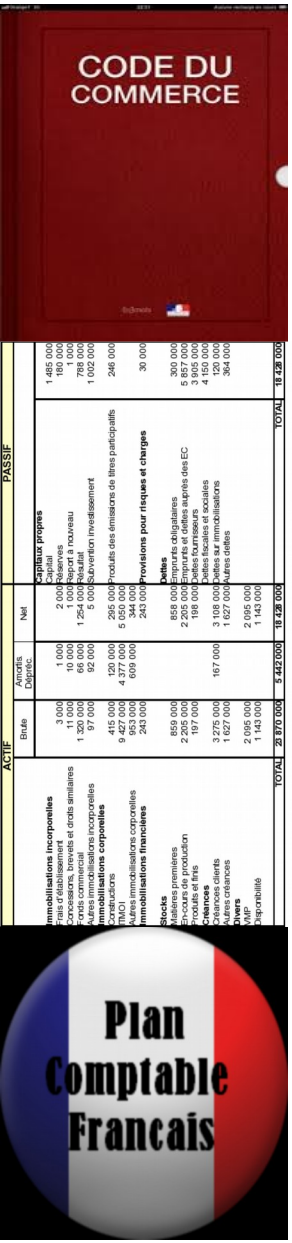
  (2) Les principes de **régularité et sincérité** : l'information restituée doit résulter d'une application de bonne foi des règles et procédures. Régularité => conformité aux règles et procédures. Sincerité => le comptable doit apprécier une situation économique ou financière de la manière la plus objective possible



Les principes comptables (2)

(3) Le principe de **prudence** : certaines opérations étant incertaines. Ainsi, une charge ne sera comptabilisée que dès lors que son existence est probable, alors qu'un gain ne sera pris en compte que s'il est effectivement réalisé.

(4) Le principe de **permanence des méthodes** : la présentation des documents et les critères d'évaluation ne doivent pas être modifiées d'une période à l'autre.

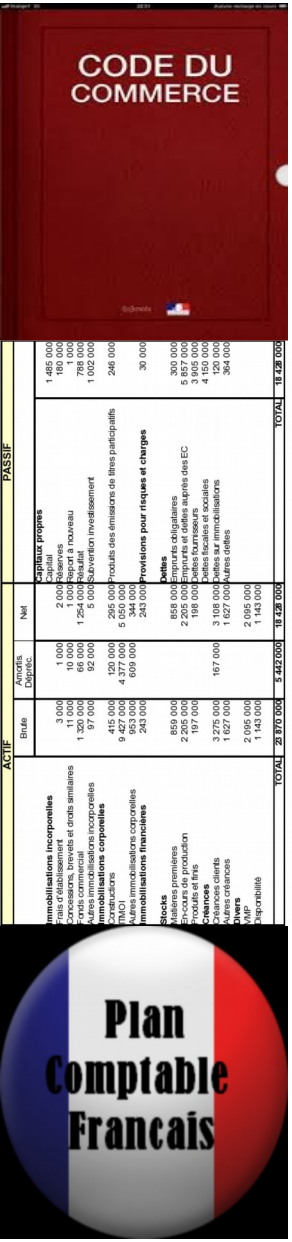


Les principes comptables (3)

(5) Le principe de **continuité** : l'activité est supposée continuer de fonctionner à long terme, dans un contexte économique sans perturbation majeure.

(6) Le principe des **coûts historiques** :

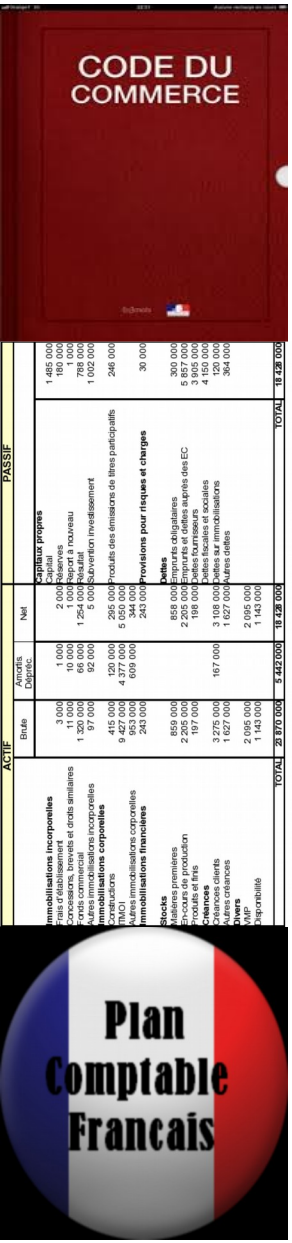
- Les actifs acquis à coût onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilités à leur coût de production
- Les actifs acquis à titre gratuit sont enregistrés à leur valeur vénale
- Les actifs acquis par voie d'échange sont enregistrés à leur valeur vénale



Les principes comptables (3)

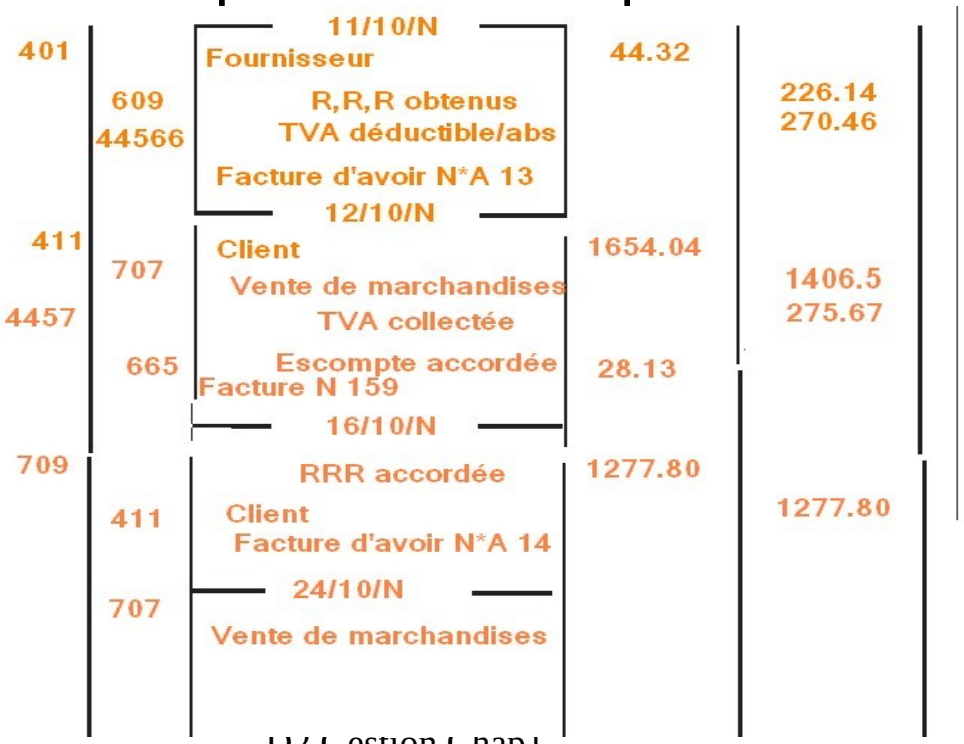
(7) Le principe de **découpage dans le temps et d'indépendance des exercices** : la date d'enregistrement des charges et produits est leur date de réalisation, indépendamment des modalités de règlement. **Comptabilité d'engagement et non de trésorerie.**

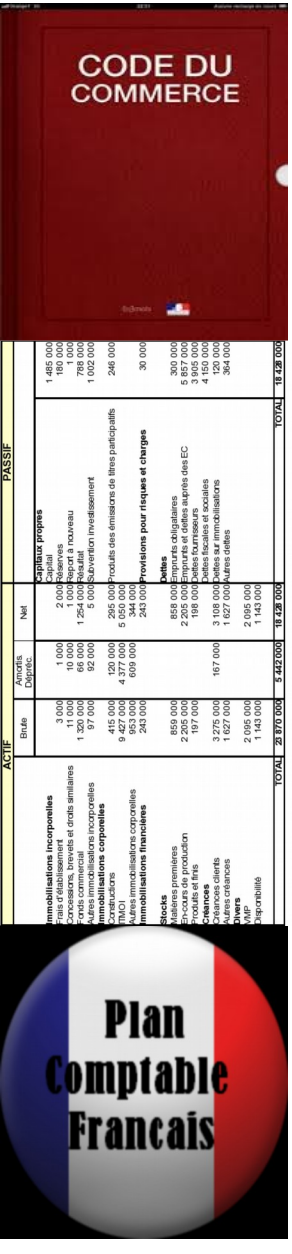
(8) Le principe de **non-compensation**



Les documents comptables (1)

- La comptabilité se décline en une série de documents
- Le **journal ou livre-journal** donne pour chaque jour l'ensemble des opérations réalisées par l'entreprise. Ce document peut servir de preuve.





Les documents comptables (2)

- Le grand livre regroupe l'ensemble des comptes ouverts dans une entreprise en les présentant sous forme de compte en T :

101 Capital

D		C	
SC	20 000	(01-10)	20 000
	20 000		20 000

531 Caisse

D		C	
(02-10)	500	(18-10)	28
		(19-10)	60
		SD	412
	500		500

164 Emprunts

D		C	
SC	30 000	(03-10)	30 000
	30 000		30 000

2184 Mobilier

D		C	
(07-10)	1 200	SD	1 200
	1 200		1 200

404 F/r d'immobilisations

D		C	
(09-10)	750	(07-10)	1 200
SC	9 200	(08-10)	750
		(25-10)	8 000
	9 950		9 950

512 Banque

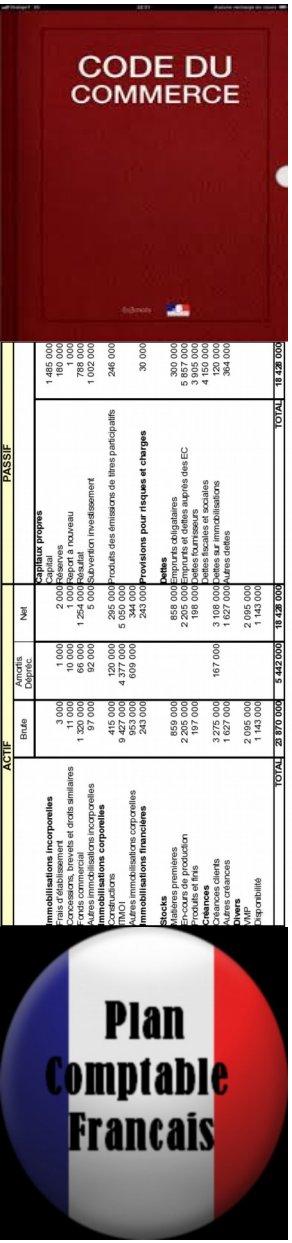
D		C	
(01-10)	20 000	(02-10)	500
(03-10)	30 000	(09-10)	750
(14-10)	4 000	(10-10)	1 000
		(15-10)	400
		(16-10)	35
		(17-10)	180
		(23-10)	200
		(26-10)	5 000
		(27-10)	150
		(30-10)	2 500
		SD	43 285
	54 000		54 000

2183 Matériel de bureau

D		C	
(08-10)	750	SD	750
	750		750

613 Locations

D		C	
(10-10)	1 000	SD	1 000
	1 000		1 000



Les documents comptables (3)

La balance comptable liste les comptes et donne leurs soldes :

A TOUT POUR RIEN
Camping municipal

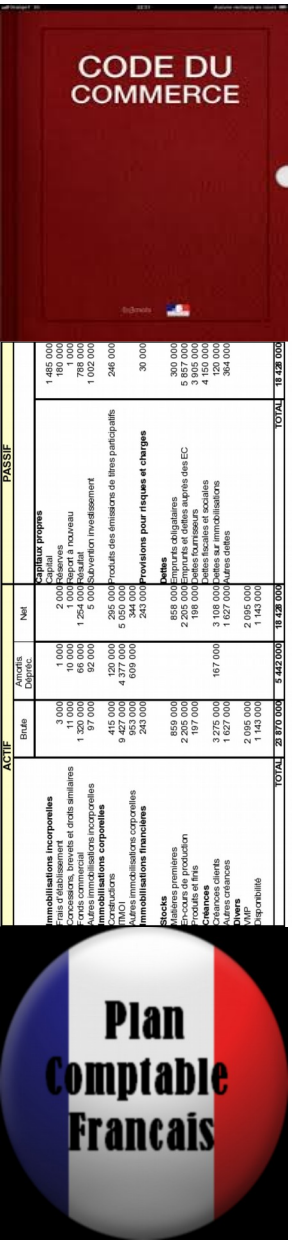
12345-FARFOUILLE LA

BALANCE GENERALE

Du 1 janv. 2006 au 31 déc. 2006

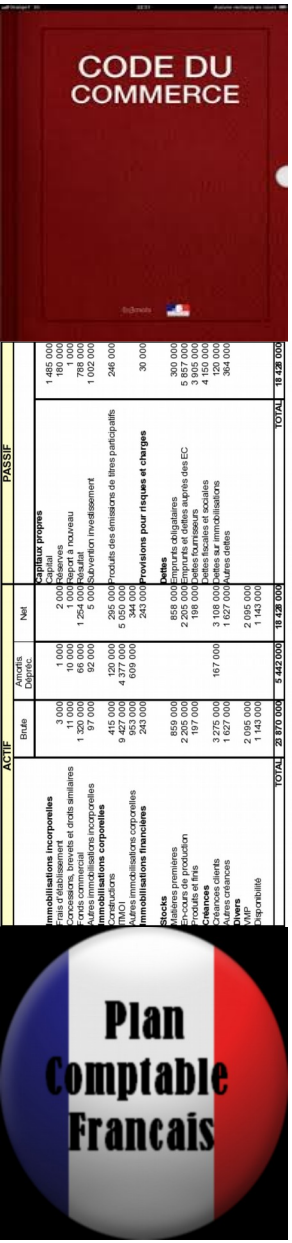
Imprimé le 30/11/2006
Page 1 sur 1

		Mouvements		Soldes	
Compte	**LIBELLE**	**DEBIT**	**CREDIT**	**DEBIT**	**CREDIT**
401000	Collectif Fournisseurs	51 036,63	7 702,74	43 333,89	
411000	Clients	55,00	34 719,89		34 664,89
411000 PODE01	Mlle NATACHA PODEPAYE	777,40		777,40	
411000 SOLDE	Clients soldés	56 909,10	21 182,98	35 726,12	
416000	Clients douteux	35,00	35,00		
437005	Médecine du Travail	58,13		58,13	
445660	T.V.A sur Achats (tous taux)	1 263,29		1 263,29	
445710	TVA sur Ventes	3,21	10 324,29		10 321,08
512100	Banque 1	2 267,34	2 069,81	197,53	
512101	Banque 2	59 285,53	50 629,13	8 656,40	
530000	Caisse en Euros	6 318,72	5 649,60	669,12	
600001	Rayon VETEMENTS	3 799,20		3 799,20	
600003	Rayon ACCESSOIRE	106,48		106,48	
600007	Rayon DECORATION	248,00		248,00	
600014	Rayon SAV	2 300,30		2 300,30	
613200	Locations Immobilieres	507,26		507,26	
627000	Comission 1 % Carte Bleu	49,57		49,57	
661100	Agios	109,91		109,91	
661600	Agios Bancaires	90,51		90,51	
700000	Rayon NON CLASSéS		49,33		49,33
700001	Rayon VETEMENTS	5,02	46 327,71		46 322,69
700002	Rayon SS VETEMEN		774,05		774,05
700003	Rayon ACCESSOIRE		1 783,32		1 783,32
700004	Rayon ARMEE		207,27		207,27
700005	Rayon BRICOLAGE		802,18		802,18
700006	Rayon BAZAR		21,74		21,74
700007	Rayon DECORATION		477,26		477,26
700009	Rayon BOUTIQUE		479,90		479,90
700013	Rayon MBLE-LITER		285,03		285,03
700014	Rayon SAV	11,37	876,25		864,88
700016	Rayon LOCATIONS		484,05		484,05
707050	Vente EXPORT		355,44		355,44
	Totaux comptes de bilan	178 009,35	132 313,44	45 695,91	
	Totaux comptes de gestion	7 227,62	52 923,53		45 695,91
	Totaux de la balance	185 236,97	185 236,97		
	Totaux comptes Classe 6	7 211,23		7 211,23	
	Totaux comptes Classe 7	16,39	52 923,53		52 907,14
	Résultat de l'exercice	7 227,62	52 923,53		45 695,91



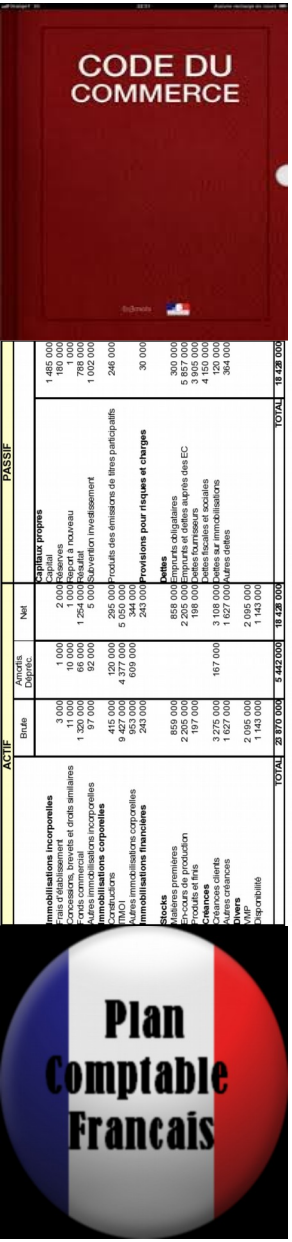
Les documents comptables (4)

- Les documents de synthèse :
  - le bilan
  - le compte de résultat
  - l'annexe.



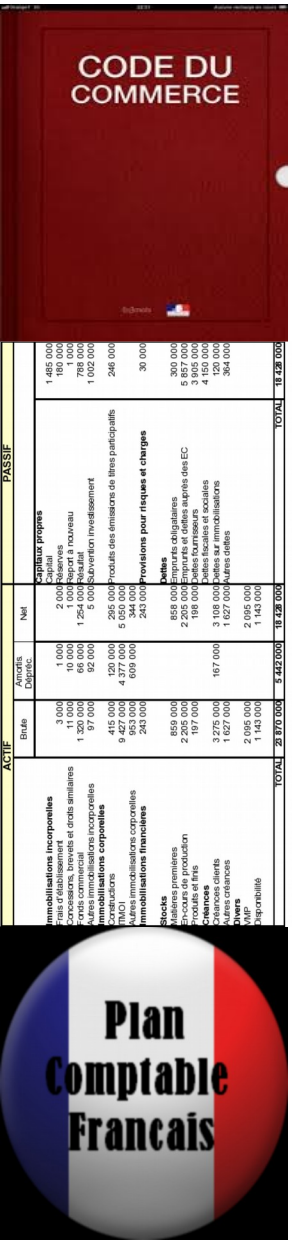
Les documents comptables (5)

- L'exercice est la période de référence en comptabilité. Un exercice comptable correspond à une année.
- Une entité fixe statutairement la date de fin de son exercice. Par exemple, une entreprise clôturera ses comptes au 08/05/N. Ainsi l'exercice suivant commencera le 09/05/N jusqu'au 08/05/N+1
- A la date de clôture de l'exercice, des opérations d'inventaire doivent être réalisées
- Une Assemblée Générale doit valider les comptes de clôture, dans les 6 mois
- Le dépôt des comptes au greffe intervient au plus un mois après l'AG.



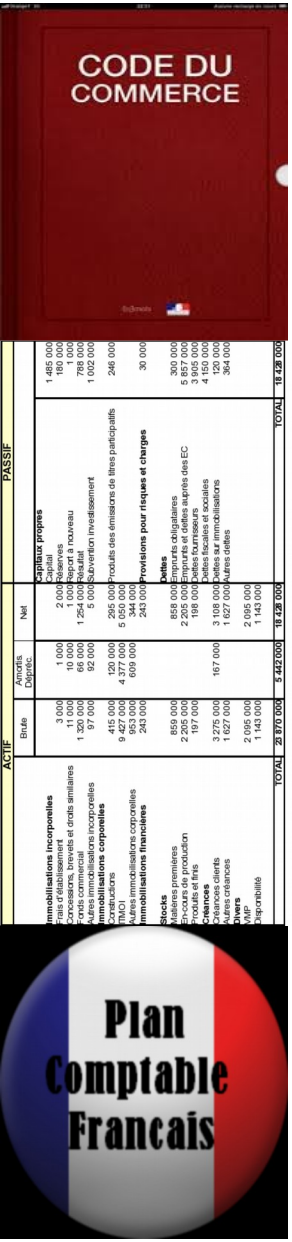
Les acteurs

- L'expert-comptable qui produit, analyse et atteste les comptes annuels
- Le commissaire aux comptes (CAC) a pour mission de conduire un audit légal des comptes de l'entreprise afin de certifier la fiabilité et la transparence des informations comptables. Il ne peut exercer des missions d'expertise ou de conseil pour une entreprise qu'il audite.
- L'auditeur



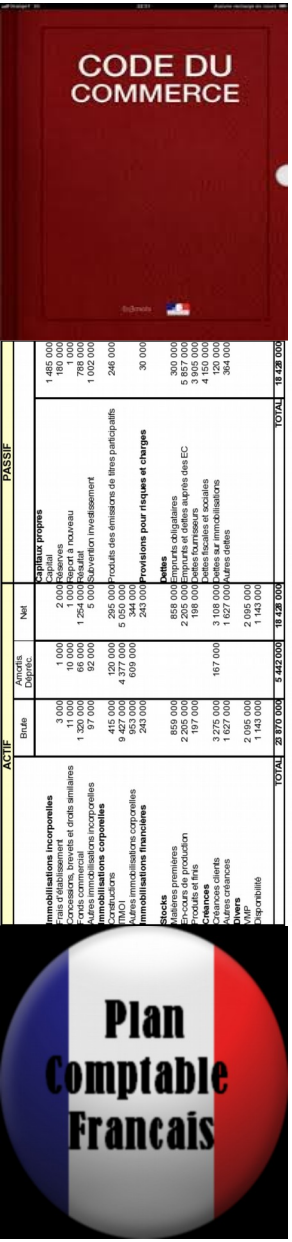
Principes comptables

- Toutes les entités (entreprise, association,...) doivent tenir une comptabilité
- Distinction comptabilité générale ou financière / comptabilité analytique ou de gestion
- Comptabilité d'engagement et non pas comptabilité de trésorerie
- La comptabilité générale :
  - Moyen de preuve
  - Instrument de contrôle
  - Instrument d'aide à la décision
  - Outil pour la prévision macroéconomique



Fonctions et rôle de la comptabilité

- Moyen de preuve
- Instrument de contrôle
- Instrument d’aide à la décision
- Outil pour la prévision macroéconomique



Plan

1) La système comptable : les comptes

2) Numérotation des comptes

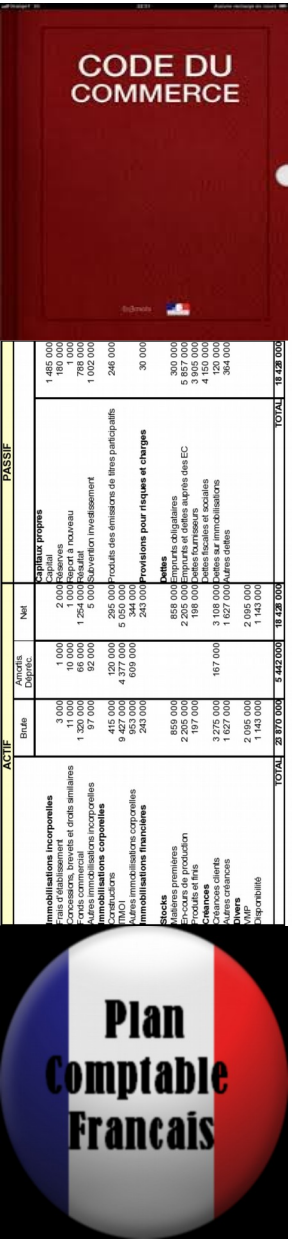
3) Quelques opérations courantes

4) Bilan et Compte de Résultat

5) La démarche comptable

6) Les travaux d'inventaire

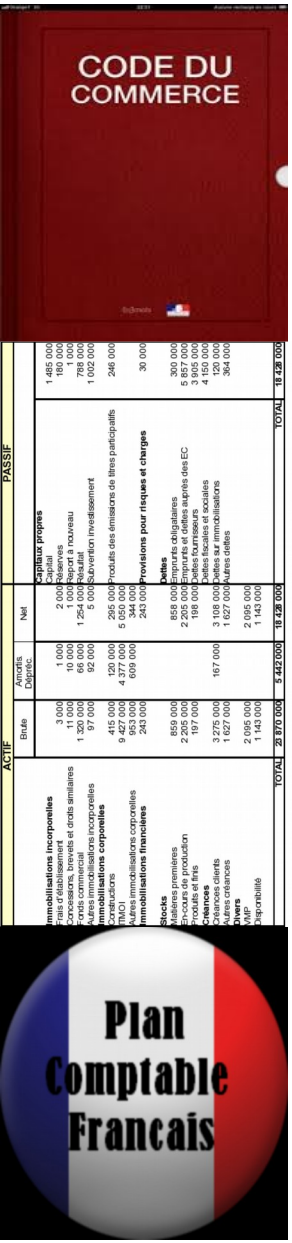
7) Évolutions récentes



Les opérations d'inventaire (1)

- Les opérations sur les achats, ventes, les opérations sur salaire … sont enregistrées en cours d'exercice.
- La somme de ces opérations ne permet pas d'obtenir une image fidèle de l'entreprise au terme de l'exercice, cf charges payées d'avance et produits à percevoir par exemple, cf aussi les procès en cours, la dépréciation des immobilisations etc...
- La régularisation de l'ensemble des éléments : les opérations d'inventaire, qui interviennent à la fin de l’exercice.
- Notion historique de l’inventaire des stocks physiques

Les opérations d'inventaire (2)

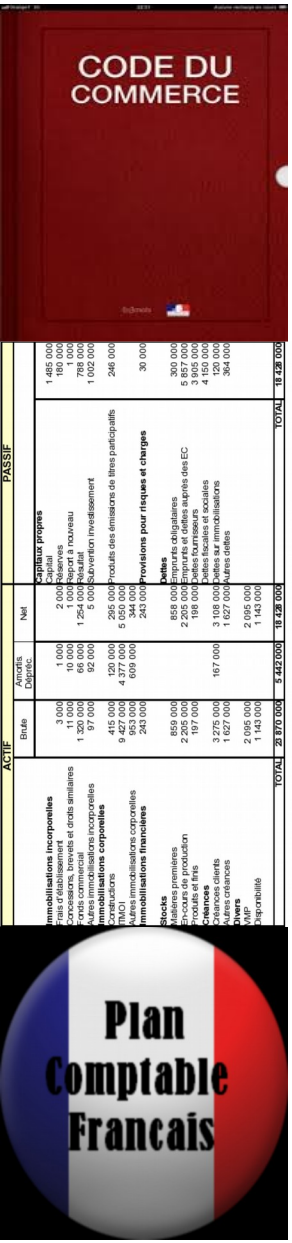


ACTIF	Brute	Amortis. Deprec.	Net
Immobilisations incorporelles	3 000	1 000	2 000
Frais d'établissement	11 000	10 000	1 000
Brevets, marques et droits similaires	1 320 000	66 000	1 254 000
Fonds commercial	97 000	92 000	5 000
Autres immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	415 000	120 000	295 000
Terrains	9 427 000	4 377 000	5 050 000
Constructions	953 000	609 000	344 000
TMOI	243 000		243 000
Autres immobilisations corporelles			
Immobilisations financières			
Stocks	859 000		858 000
Matières premières	2 205 000		2 205 000
Encours de production	197 000		189 000
Produits finis			
Créances	3 275 000	167 000	3 108 000
Créances clients	1 627 000		1 627 000
Autres créances			
Titres	2 095 000		2 095 000
VMP	1 143 000		1 143 000
Disponibilité			
TOTAL	20 970 000	5 442 000	18 428 000

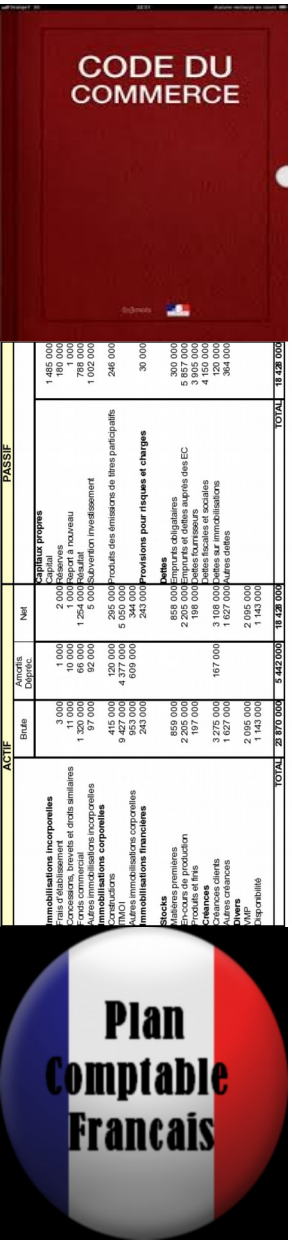
PASSIF	
Capitaux propres	
Capital	1 485 000
Réserves	180 000
Report à nouveau	78 000
Résultat	789 000
Subvention investissement	1 002 000
Produits des émissions de titres participatifs	246 000
Provisions pour risques et charges	30 000
Dettes	
Emprunts obligataires	300 000
Emprunts et dettes auprès des EC	5 857 000
Dettes fournisseurs	3 300 000
Dettes fiscales et sociales	4 150 000
Dettes sur immobilisations	120 000
Autres dettes	364 000
TOTAL	18 428 000

- Les opérations d'inventaire :
  - ➔ Amortissement des immobilisations
  - ➔ Dépréciation des immobilisations
  - ➔ Evaluation des stocks
  - ➔ La dépréciation des autres éléments d'actifs
  - ➔ Les provisions inscrites au passif du bilan
  - ➔ Le traitement des dettes et des créances en monnaies étrangères
  - ➔ La cession des immobilisations
  - ➔ Les autres opérations de régularisation
  - La clôture et la réouverture des comptes. L'affectation du résultat.

Immobilisations et Amortissements (1)

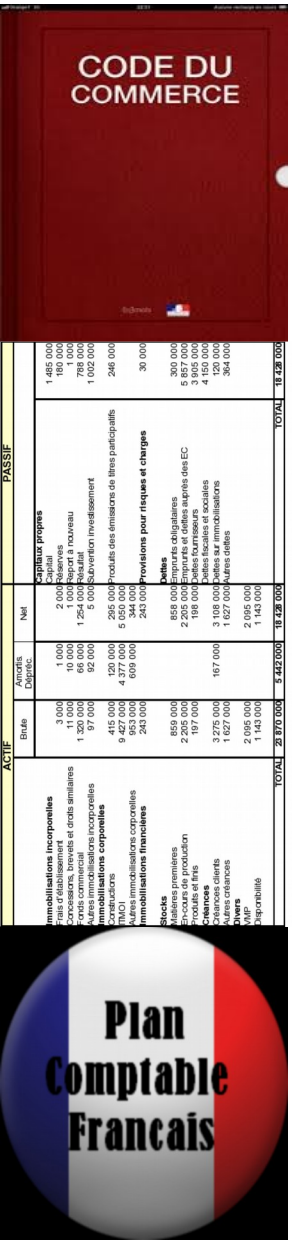


- Les achats de biens et services sont directement comptabilisés en charge parce qu'utilisés et consommés lors du premier usage.
- Les immobilisations sont utilisées plusieurs années.
- On répartit leur valeur sur la durée d'utilisation.
- On parle d'amortissement.



Immobilisations et Amortissements (2)

- Certaines immobilisations ont une utilisation limitée dans le temps, elles sont amortissables
- D'autres ont une durée d'utilisation indéterminable, elles ne peuvent pas être amorties.
- Pour chaque immobilisation inscrite à l'actif, un plan d'amortissement doit être élaboré.
- La différence entre la valeur brute de l'immobilisation (coût d'acquisition ou coût de production ou valeur vénale) et les amortissements comptables est la valeur nette comptable de l'immobilisation.

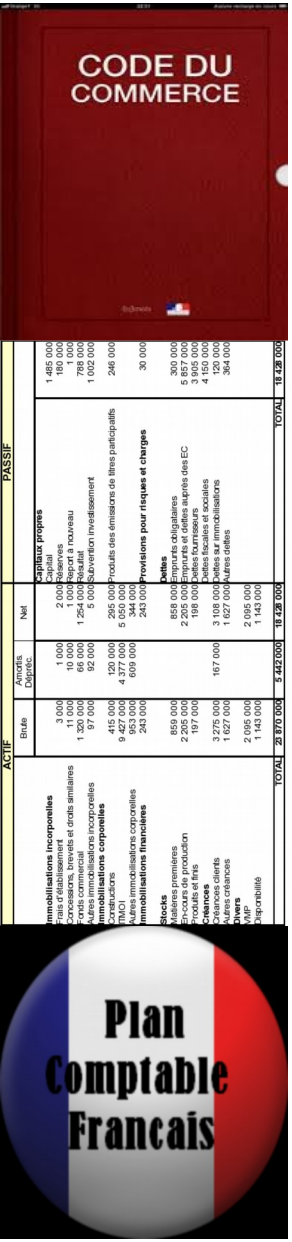


Immobilisations et Amortissements (3)

Les immobilisations acquises par l'entreprise doivent être comptabilisées à leur coût d'acquisition lequel est égal au prix d'achat majoré des frais accessoires d'achat.

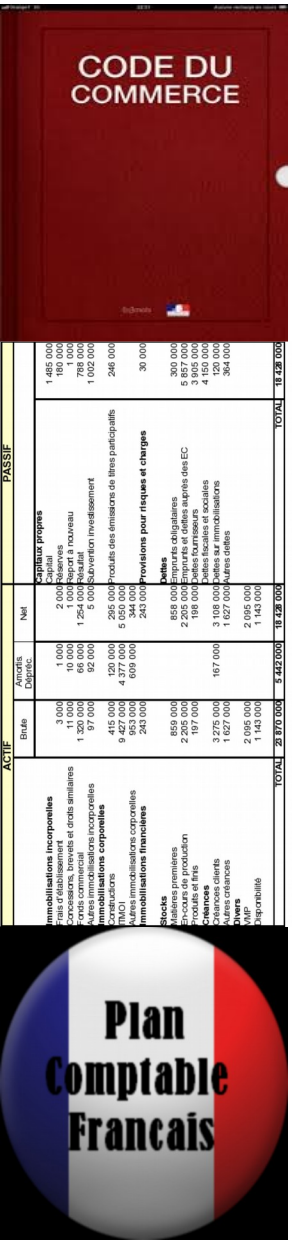
Des exemples de frais accessoires :

- Droit de douane
- Frais de transport, d'installation et de montage
- La TVA non déductible.



Immobilisations et Amortissements (4)

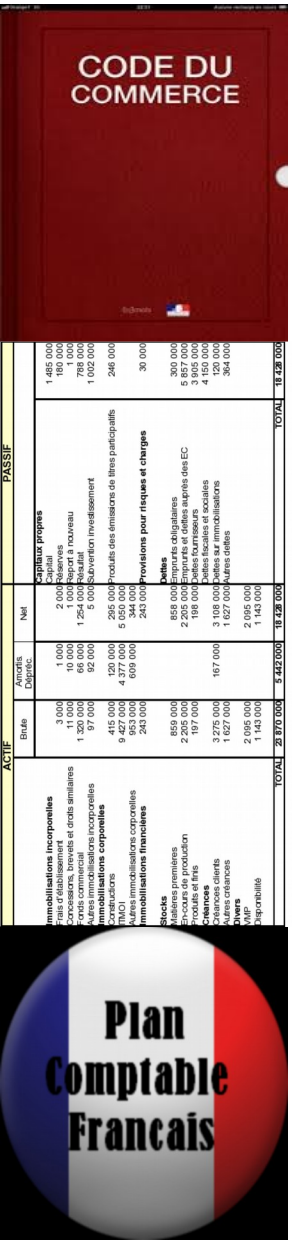
- Charges VS Immobilisations. Les deux se distinguent sur un critère de durée principalement
- Les immobilisations sont des biens qui ne se consomment pas par le premier usage et qui sont destinés à servir durablement l'activité de l'entreprise => compte de classe 2
- Constituent des charges, les biens destinés à être revendus en l'état (marchandises) ou après transformation (matières premières) ou encore les biens qui sont consommés rapidement (consommables, fournitures) => compte de classe 6



Immobilisations et Amortissements (5)

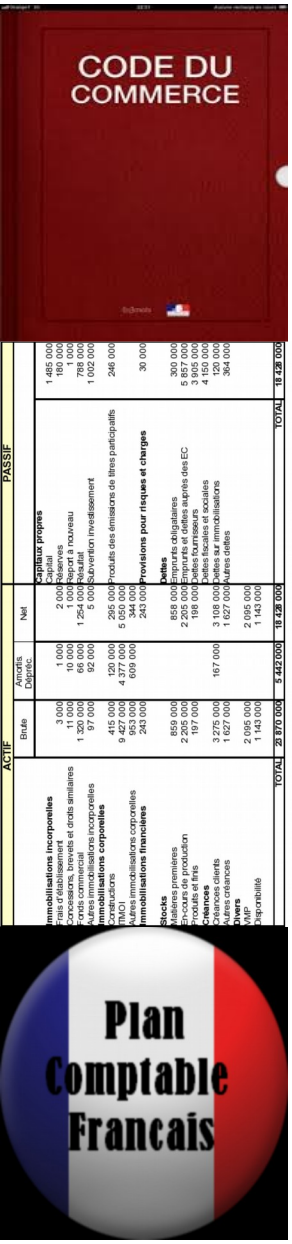
Les immobilisations sont de plusieurs natures :

- Immobilisations non financières
  - Incorporelles : frais d'établissement, frais de recherche et développement, droit au bail, fond commercial
  - Corporelles : terrains, agencement et aménagements des terrains, constructions
- Immobilisations financières
- Immobilisation en cours : les bâtiments que l'entreprise est en train de construire ou qu'on construit pour elle ...



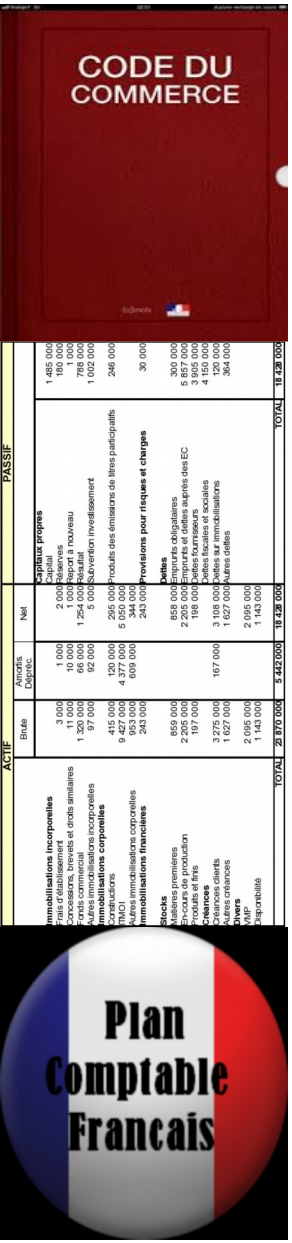
Immobilisations et Amortissements (6)

- L'amortissement dépend de l'utilisation
- La méthode d'amortissement aura des conséquences sur le résultat et, partant, sur l'imposition :
  - ➔ Au travers de la valeur comptable retenue au moment de la cession éventuelle et donc, l'évaluation de la plus-value retenue et de son imposition.
  - ➔ Au travers des charges d'amortissement qui s'appliquent pour une année donnée et donc, du résultat final.



Immobilisations et Amortissements (7)

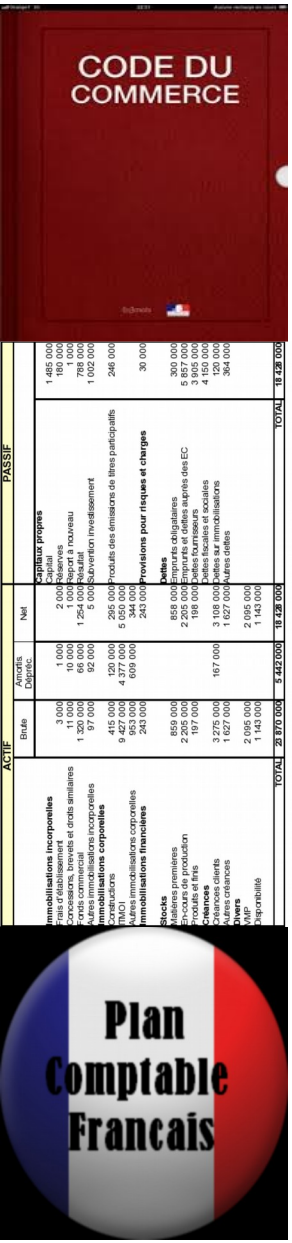
- Ex, on acquiert un matériel de 100 000 €, mis en service le 01 janvier N. Ce matériel a une durée d'utilisation prévisionnelle de 4 ans. On peut estimer que l'utilisation sera identique à chaque année de fonctionnement. On peut déterminer différents éléments :
  - La base amortissable est alors de 100 000 €
  - La durée d'amortissement correspond à la durée d'utilisation de 4 ans.
- Le rythme d'amortissement : les performances de la machine sont stables => on peut retenir un amortissement constant.



Immobilisations et Amortissements (8)

Années	Base amortissable	Annuité d'amortissement	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable
N	100 000	25 000	25 000	75 000
N+1	100 000	25 000	50 000	50 000
N+2	100 000	25 000	75 000	25 000
N+3	100 000	25 000	100 000	0

- Enregistrement à la fin de l'exercice à chaque fois.
- A la fin de l'amortissement, la valeur nette comptable est à 0.

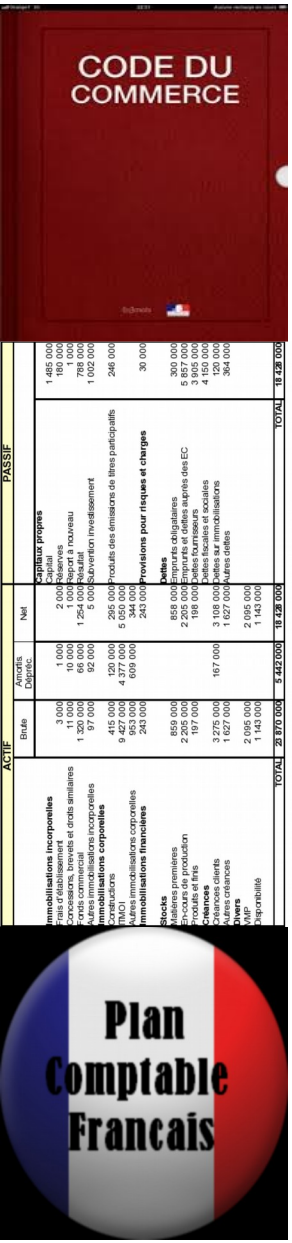


Immobilisations et Amortissements (9)

- Les écritures à la fin de l'exercice (en supposant qu'il se termine au 31/12

	- 31 12 N -		
6811	Dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	25 000	
28154	Amortissements du matériel industriel		25 000

- Noter le compte d'amortissement en 28154 quand le compte de l'immobilisation est en 2154.

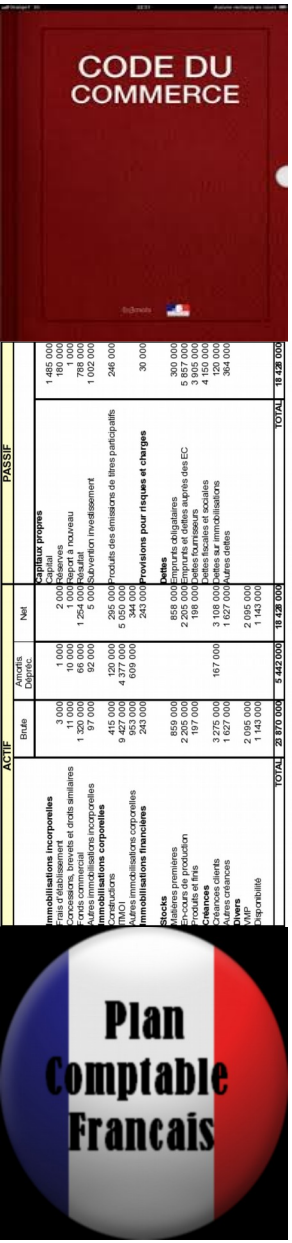


Immobilisations et Amortissements (10)

- En supposant que la machine ait été acquise en cours d'année, par exemple au 10 mars N, on ne pourra pas comptabiliser son amortissement pour une année. Le plan d'amortissement deviendra :

Années	Base amortissable	Annuité d'amortissement	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable
N	100 000	20 342	20 342	79 658
N+1	100 000	25 000	45 342	54 658
N+2	100 000	25 000	70 342	29 658
N+3	100 000	25 000	95 342	4 658
N+4	100 000	4 658	100 000	0

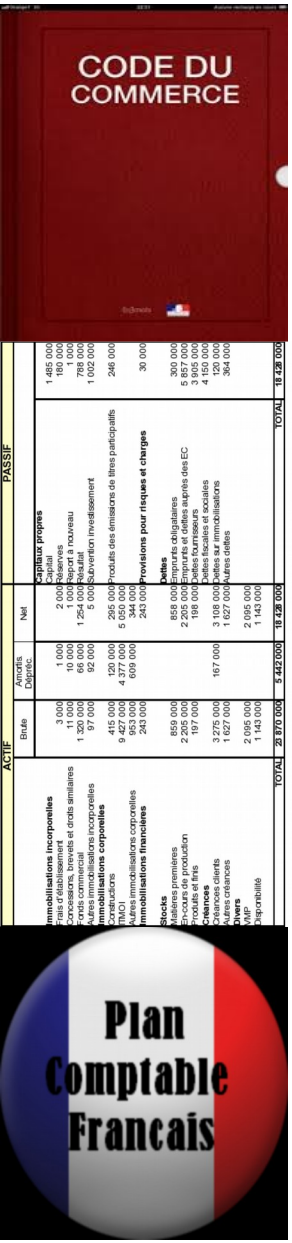
- Avec 25000 * 297 / 365 = 20342



Immobilisations et Amortissements (11)

- La durée d'amortissement va être jugée en fonction de l'utilisation.
- Parfois, il existe un critère objectif.
  - Par exemple, pour un camion prévu pour rouler 500 000 km, on pourra répartir en fonction du nombre de km effecutés chaque année
  - Par exemple, pour une machine qui correspond à un nouvel article qui va être mis sur le marché pendant 4 ans. Si on établit un schéma prévisionnel qui prévoit de produire 1000 unités la première année, 2000 la deuxième, 4000 la troisième et 1000 la dernière, on pourra amortir en fonction de cette utilisation.
- Dans le cas d'un amortissement avec plusieurs composants, s'ils sont dissociables, on pourra amortir les composants selon différents plans d'amortissement.

Immobilisations et Amortissements (12)

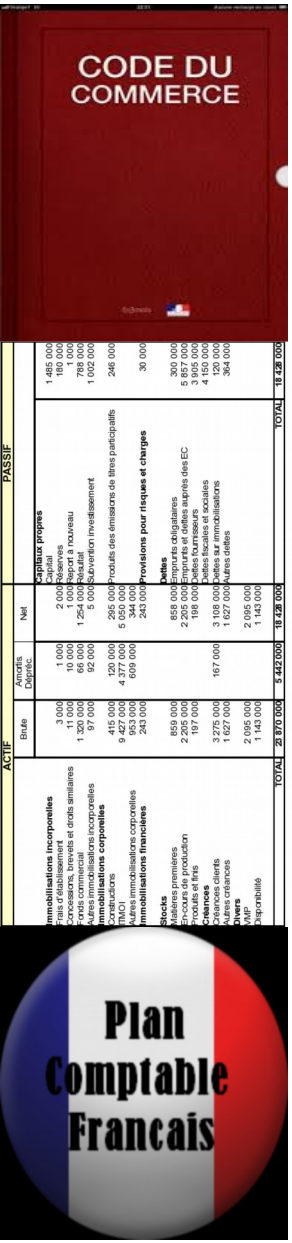


ACTIF	Brute	Amortis. Deprec.	Net
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement	3 000	1 000	2 000
Frais de recherche et droits similaires	11 000	10 000	1 000
Fonds commercial	1 320 000	66 000	1 254 000
Autres immobilisations incorporelles	97 000	92 000	5 000
Immobilisations corporelles			
Terrains	415 000	120 000	295 000
TMOI	9 427 000	4 377 000	5 050 000
Autres immobilisations corporelles	953 000	609 000	344 000
Immobilisations financières	243 000		243 000
Stocks			
Matières premières	859 000		858 000
Encours de production	2 205 000		2 205 000
Produits finis	197 000		169 000
Créances			
Créances clients	3 275 000	167 000	3 108 000
Autres créances	1 627 000		1 627 000
Titres			
VMP	2 095 000		2 095 000
Disponibilité	1 143 000		1 143 000
TOTAL	23 970 000	5 442 000	18 428 000

PASSIF	
Capitaux propres	
Capital	1 485 000
Réserves	180 000
Report à nouveau	4 000
Résultat	789 000
Subvention investissement	1 002 000
Produits des émissions de titres participatifs	246 000
Provisions pour risques et charges	30 000
Dettes	
Emprunts obligataires	300 000
Emprunts et dettes auprès des EC	5 857 000
Fournisseurs	3 900 000
Dettes fiscales et sociales	4 150 000
Dettes sur immobilisations	120 000
Autres dettes	364 000
TOTAL	18 428 000

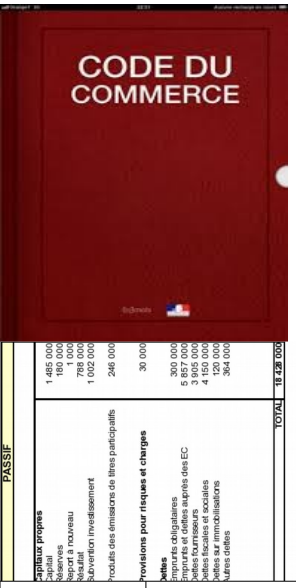
- Pour les immobilisations incorporelles, elles sont de trois natures différentes :
  - Les frais d'établissements. Sous certaines conditions, ils peuvent être amortis.
  - Les frais de recherche et développement. Ceux-ci peuvent être immobilisés et amortis dans un délai maximum de 5 ans, ou sur une durée plus longue, à condition de le justifier dans l'annexe.
  - Les autres immobilisations incorporelles sont amortissables sur leur durée d'utilisation.

Immobilisations et Amortissements (13)



- Dans certains cas, prévus par la loi de finance, il est possible de procéder à un amortissement dégressif.
- Avantage en terme de fiscalité sur les premières années de l'investissement
- On applique alors taux*100%/nb d'années sur la valeur restant à amortir
- Le taux applicable est alors fonction de la durée :
  - 1,25 lorsque la durée normale d'utilisation est de 3 ou 4 ans
  - 1,75 si cette durée est de 5 ou 6 ans,
  - 2,25 lorsque cette durée est supérieure

Immobilisations et Amortissements (14)

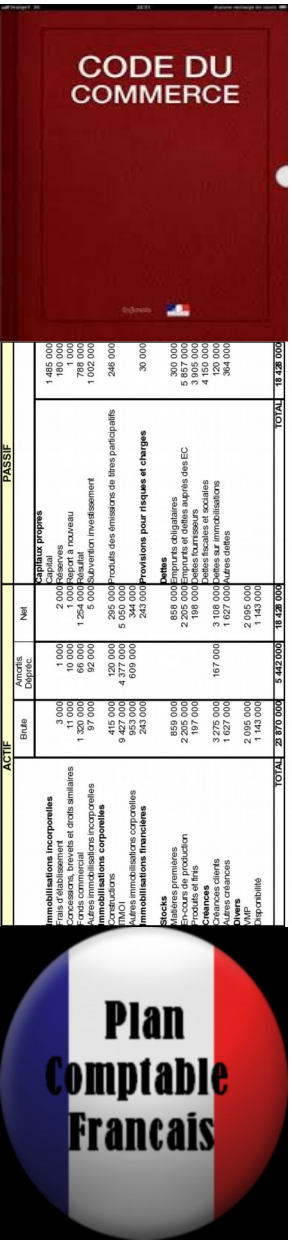


- Ex : une société acquiert une imprimante le 12 juillet N pour 10 000 € HT. La durée de vie est de 5 ans. Le tableau d'amortissement est donc le suivant :

Ans	Base	Taux dégressif	Taux linéaire	Annuité d'amortissement	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable fin
N	10 000	1,75*1/5=35%	20%	1750 = 10 000*35%*1/2	1 750	8 250
N+1	8 250	35%	25%	2 887,5	4 637,5	5 362,5
N+2	5 362,5	35%	33%	1 876,88	6 514,38	3 485,62
N+3	10 000	35%	50%	1 742,81	8 257,19	1 742,81
N+4	10 000	35%	100%	1 742,81	10 000	0

- Application du taux le plus fort chaque année.

Immobilisations et Amortissements (15)

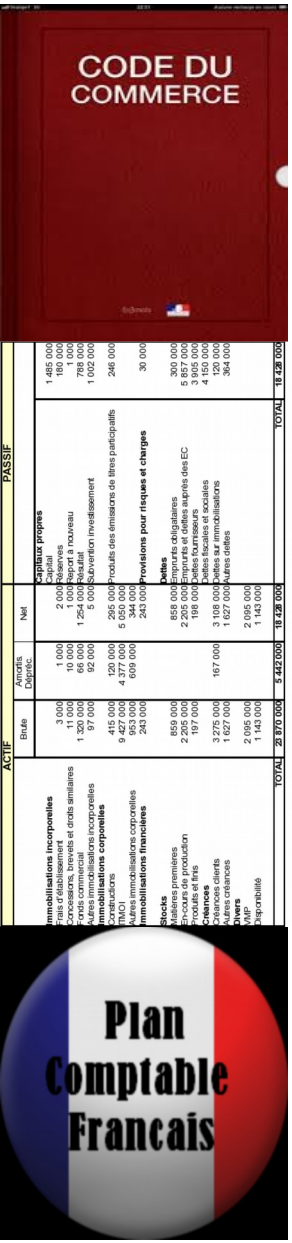


ACTIF	Brute	Amortis. Deprec.	Net
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement	3 000	1 000	2 000
Frais de recherche et droits similaires	11 000	10 000	1 000
Fonds commercial	1 320 000	66 000	1 254 000
Autres immobilisations incorporelles	97 000	92 000	5 000
Immobilisations corporelles			
Terrains	415 000	120 000	295 000
TMOI	9 427 000	4 377 000	5 050 000
Autres immobilisations corporelles	953 000	609 000	344 000
Immobilisations financières	243 000		243 000
Stocks			
Matières premières	859 000		858 000
Encours de production	2 205 000		2 205 000
Produits finis	197 000		189 000
Créances			
Créances clients	3 275 000	167 000	3 108 000
Autres créances	1 627 000		1 627 000
Titres			
VMP	2 095 000		2 095 000
Disponibilité	1 143 000		1 143 000
TOTAL	20 970 000	5 442 000	18 428 000

PASSIF	
Capitaux propres	
Capital	1 485 000
Réserves	180 000
Report à nouveau	10 000
Résultat	789 000
Subvention investissement	1 002 000
Produits des émissions de titres participatifs	246 000
Provisions pour risques et charges	30 000
Dettes	
Emprunts obligataires	300 000
Emprunts et dettes auprès des EC	5 857 000
Dettes fournisseurs	3 900 000
Dettes fiscales et sociales	4 150 000
Dettes sur immobilisations	120 000
Autres dettes	364 000
TOTAL	18 428 000

- A noter que l'amortissement fiscal diffère de l'amortissement comptable. Si l'amortissement comptable est fonction de la durée d'utilisation, l'amortissement fiscal se fait à partir d'une durée d'usage "conventionnelle"

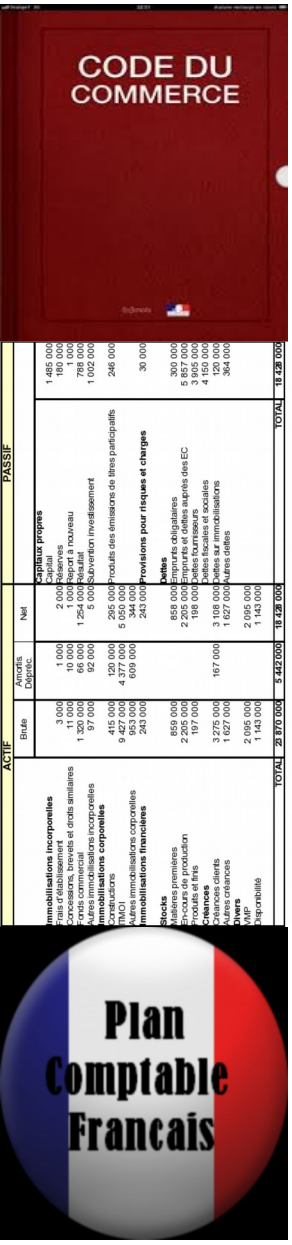
- Si on reprend l'exemple précédent en supposant que la durée d'usage conventionnelle est de 2 ans



Immobilisations et Amortissements (16)

- Ex, on acquiert un matériel de 100 000 €, mis en service le 01 janvier N. Ce matériel a une durée d'utilisation prévisionnelle de 4 ans. On peut estimer que l'utilisation sera identique à chaque année de fonctionnement. La durée d'amortissement conventionnelle est de deux ans On peut déterminer différents éléments :

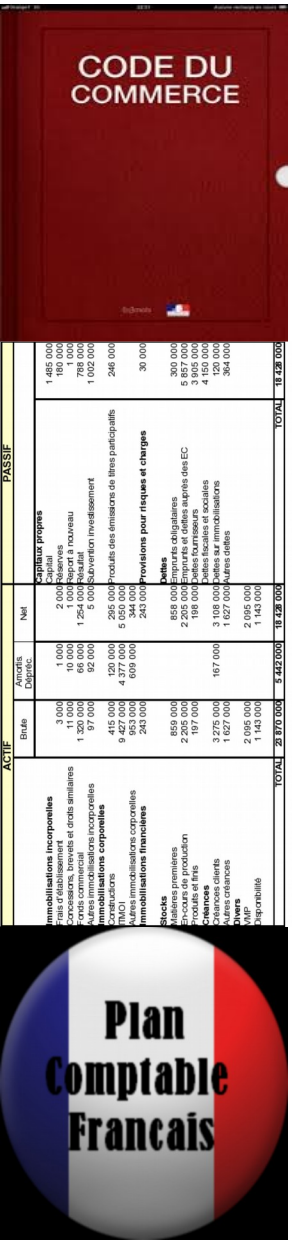
Années	Amortissement fiscal	Amortissement comptable	Dotation	Reprise
N	50 000	25000	25 000	
N+1	50 000	25 000	25 000	
N+2	0	25 000		25 000
N+3	0	25 000		25 000



Immobilisations et Amortissements (17)

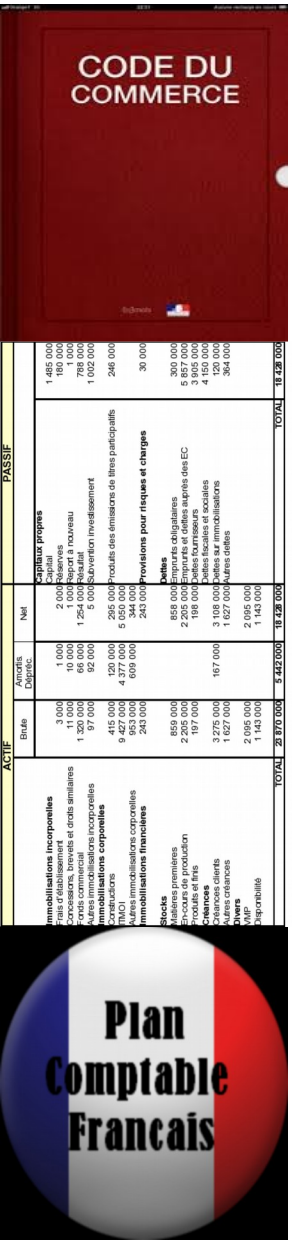
	- 31 12 N et 31 12 N+1 -		
6811	Dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	25 000	
28154	Amortissements du matériel industriel		25 000
68725	Dotations aux amortissements dérogatoires	25 000	
145	Amortissement dérogataoire		25 000
	- 31 12 N+2 et 31 12 N+3 -		
6811	Dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	25 000	
28154	Amortissements du matériel industriel		25 000
78725	Reprises d'amortissements dérogatoires		25 0000
145	Amortissement dérogataoire	25 000	

Immobilisations et Amortissements (18)



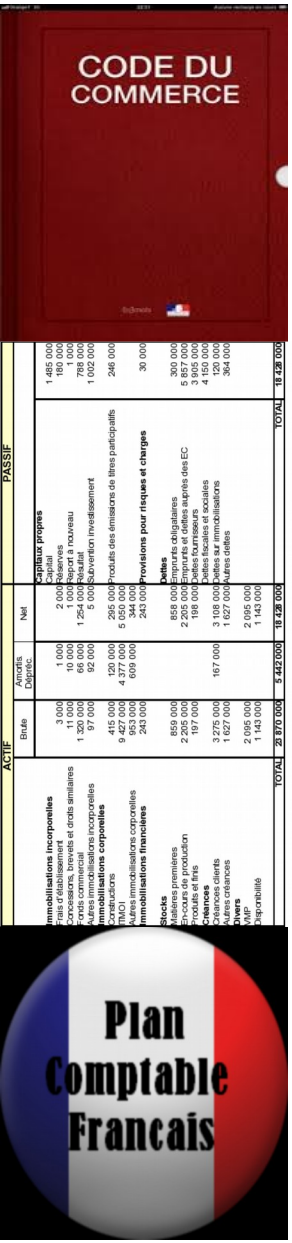
- Notions d’actif brut et d’actif net.
- Visualisation au bilan
- Concernant les taux d’amortissement degressif à appliquer :

Durée d'utilisation	Coefficient dégressif
2 - 4 ans	1.25
5 - 6 ans	1.75
+ de 6 ans	2.25



Dépréciation des immobilisations (1)

- Lors des opérations d'inventaire, on peut constater la depréciation de la valeur de certaines immobilisation.
- Des exemples d'indices de perte de valeur :
  - Valeur de marché
  - Changement important dans l'env. Technique, économique ou juridique…
  - Obsolescence ou dégration physique non prévues par le plan d'amortissement.
  - etc

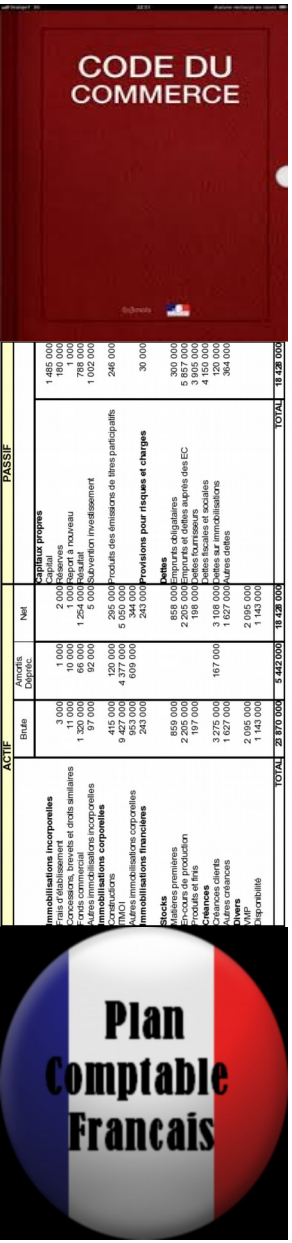


Dépréciation des immobilisations (2)

- La dépréciation se prend en compte de la manière suivante :

	- 31/12/N -		
6816	Dotations pour dépréciations des immobilisations	25 000	
2915	Dépréciation du matériel industriel		25 000

- A noter que d'autres éléments d'actif peuvent faire l'objet de dépréciations (créances de clients douteux, VMP dont la valeur a baissé...)

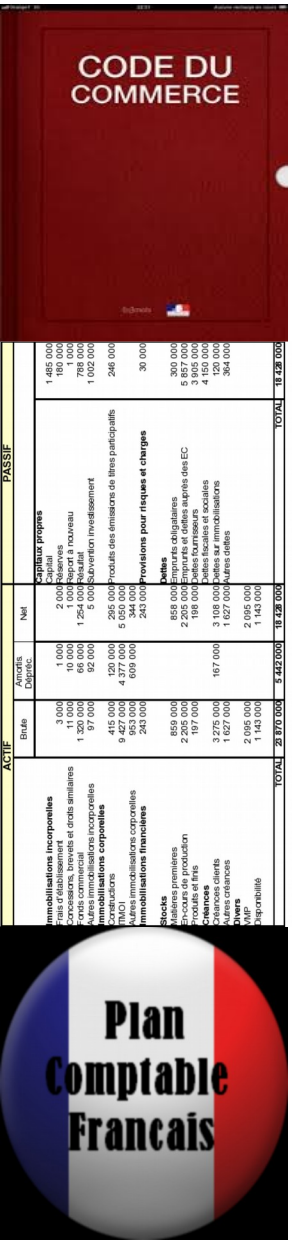


ACTIF	Brute	Amortis. Deprec.	Net
Immobilisations incorporelles	3 000	1 000	2 000
Frais d'établissement	11 000	10 000	1 000
Concessions, brevets et droits similaires	1 320 000	66 000	1 254 000
Fonds commercial	97 000	92 000	5 000
Autres immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	415 000	120 000	295 000
Terrains	9 427 000	4 377 000	5 050 000
Constructions	953 000	609 000	344 000
TMOI	243 000		243 000
Autres immobilisations corporelles			
Immobilisations financières			
Stocks	859 000		859 000
Matières premières	2 205 000		2 205 000
Encours de production	197 000		197 000
Produits finis			
Créances	3 275 000	167 000	3 108 000
Créances clients	1 627 000		1 627 000
Autres créances			
Divers	2 095 000		2 095 000
VMP	1 143 000		1 143 000
Disponibilité			
TOTAL	23 970 000	5 442 000	18 428 000

PASSIF	
Capitaux propres	1 485 000
Capital	180 000
Réserves	0
Report à nouveau	789 000
Résultat	1 002 000
Subvention investissement	
Produits des émissions de titres participatifs	246 000
Provisions pour risques et charges	30 000
Dettes	300 000
Emprunts obligataires	5 857 000
Emprunts et dettes auprès des EC	3 900 000
Dettes fournisseurs	4 150 000
Dettes fiscales et sociales	120 000
Dettes sur immobilisations	364 000
Autres dettes	
TOTAL	18 428 000

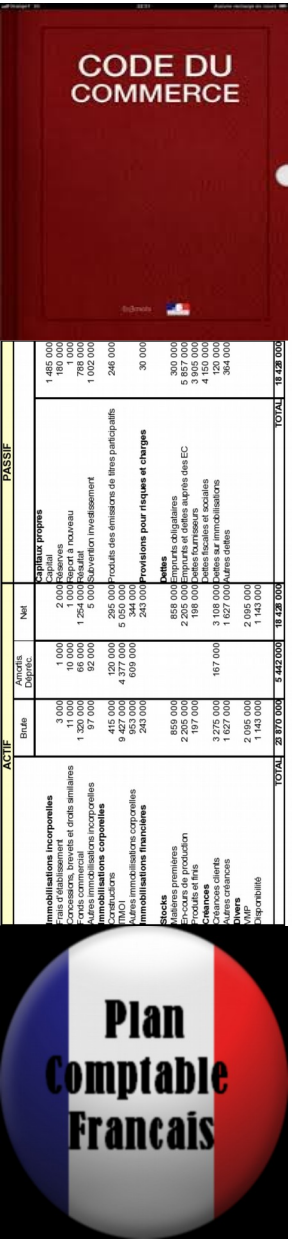
Evaluation des stocks

- Les comptes de stock : la classe 3.
- Les comptes de la classe 3 apparaissent à l'actif
- Inventaire y compris physique
- On se content de noter qu'apparaissent au CR des variations de stocks comme produits et charges, sans se poser la question de leur détermination.



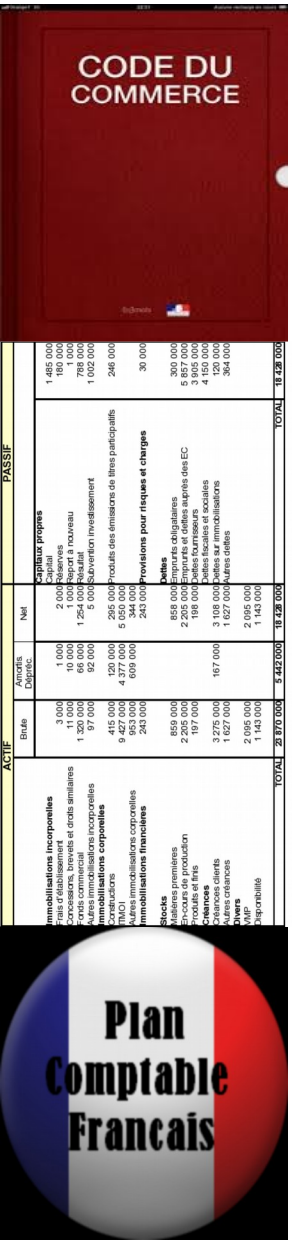
Provisions (1)

- Notion de passif approximativement : obligation envers un tiers dont il est probable qu'elle se traduira par une sortie de trésorerie.
- Quand une sortie est certaine, c'est une dette.
- Certaines sorties peuvent être incertaines quant à leur date ou à leur montant.



Provisions (2)

- Sortie certaine : dette
- Obligation certaine dans son principe mais faible incertitude dans l'évaluation de l'obligation : "charge à payer"
- Obligation dont l'échéance ou le montant sont incertains : provision.

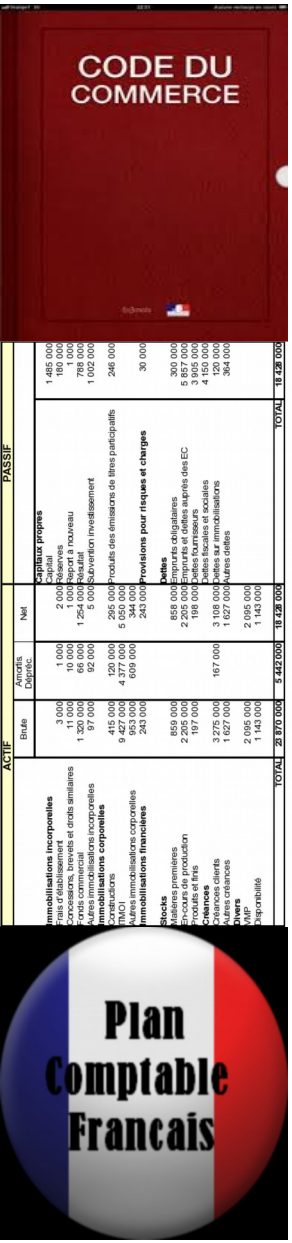


ACTIF	Brute	Amortis. Deprec.	Net
Immobilisations incorporelles	3 000	1 000	2 000
Frais d'établissement	11 000	10 000	1 000
Frais de recherche et droits similaires	1 320 000	66 000	1 254 000
Fonds commercial	97 000	92 000	5 000
Autres immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	415 000	120 000	295 000
Terrains	9 427 000	4 377 000	5 050 000
Constructions	953 000	609 000	344 000
TMOI	243 000		243 000
Autres immobilisations corporelles			
Immobilisations financières			
Stocks	859 000		858 000
Matières premières	2 205 000		2 205 000
Encours de production	197 000		189 000
Produits finis			
Créances	3 275 000	167 000	3 108 000
Créances clients	1 627 000		1 627 000
Autres créances			
Divers	2 095 000		2 095 000
VMP	1 143 000		1 143 000
Disponibilité			
TOTAL	20 970 000	5 442 000	18 428 000

PASSIF	
Capitaux propres	
Capital	1 485 000
Réserves	180 000
Report à nouveau	4 000
Résultat	789 000
Subvention investissement	1 002 000
Produits des émissions de titres participatifs	246 000
Provisions pour risques et charges	30 000
Dettes	
Emprunts obligataires	300 000
Emprunts et dettes auprès des EC	5 857 000
Dettes fournisseurs	3 900 000
Dettes fiscales et sociales	4 150 000
Dettes sur immobilisations	120 000
Autres dettes	364 000
TOTAL	18 428 000

Provisions (3)

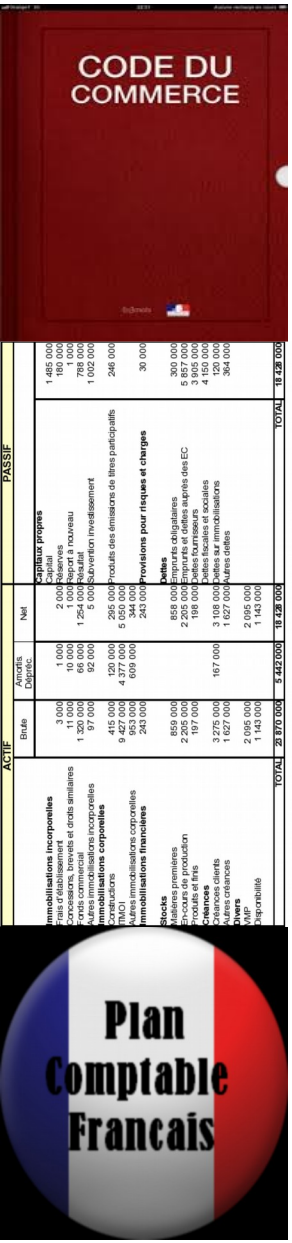
- Il existe des provisions de différentes natures (cf PCG) :
  - Provisions pour litiges,
  - Provisions pour pertes de change,
  - Provision pour pertes sur contrats.
  - ...



Provision (4)

- Exemple de provision : le cas d'une entreprise qui a licencié un salarié en N-1. Celui-ci assigne son ex-employeur aux Prudhommes. Les développements de l'affaire l'année N conduisent les avocats de l'entreprise à envisager que le procès soit perdu, avec des dommages à verser évalués à 75 000 €
- L'enregistrement comptable aura alors cette forme :

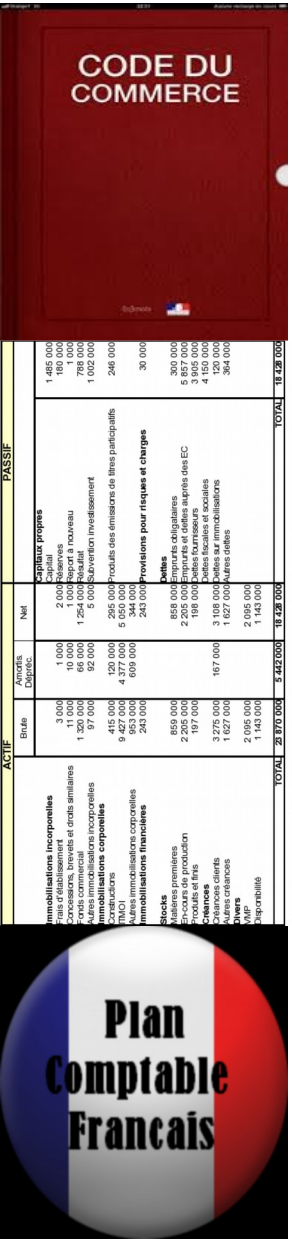
	- 31/12/N -		
6875	Dotations aux provisions exceptionnelles	75 000	
1511	Provision pour litige		75 000



Provision (5)

- Exemple de provision : une entreprise s'engage à vendre pour 5 000 de matière première à un client, au 17/05/N+1. Un changement géo-politique a conduit à une explosion des cours des matières premières. Le coût d'achat des matière à fournir serait de 6 500 €.
- L'enregistrement comptable aura alors cette forme :

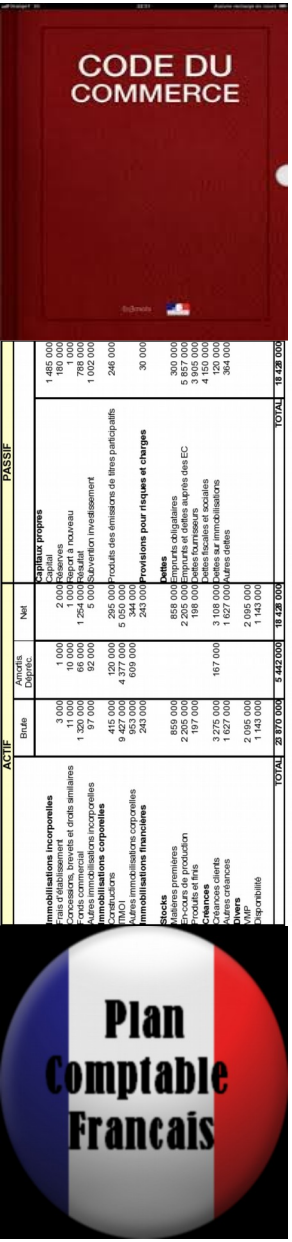
	- 31/12/N -		
6815	Dotations aux provisions d'exploitation	1 500	
1512	Provision pour garanties données au client		1 500



ACTIF	Brute	Amortis. Deprec.	Net
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement	3 000	1 000	2 000
Frais de recherche et droits similaires	11 000	10 000	1 000
Fonds commercial	1 320 000	66 000	1 254 000
Autres immobilisations incorporelles	97 000	92 000	5 000
Immobilisations corporelles			
Terrains	415 000	120 000	295 000
Constructions	9 427 000	4 377 000	5 050 000
TMOI	953 000	609 000	344 000
Autres immobilisations corporelles	243 000		243 000
Immobilisations financières			
Stocks			
Matières premières	859 000		858 000
Encours de production	2 205 000		2 205 000
Produits finis	197 000		169 000
Créances			
Créances clients	3 275 000	167 000	3 108 000
Autres créances	1 627 000		1 627 000
Divers			
VMP	2 095 000		2 095 000
Disponibilité	1 143 000		1 143 000
TOTAL	20 970 000	5 442 000	18 428 000

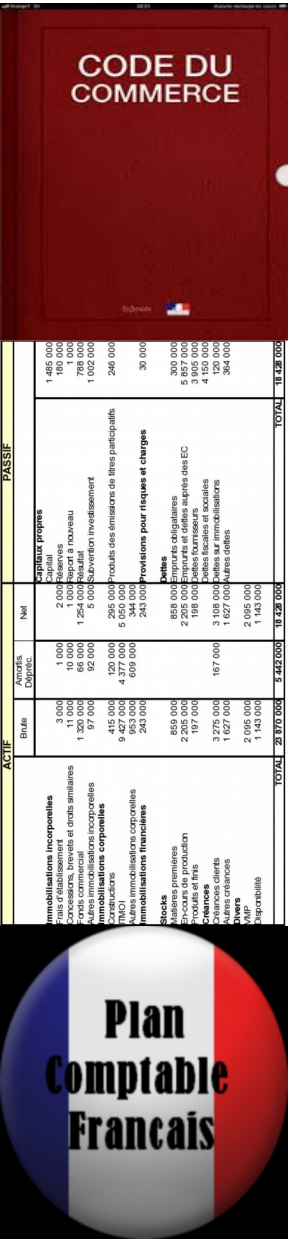
PASSIF		
Capitaux propres		
Capital		1 485 000
Réserves		180 000
Report à nouveau		789 000
Résultat		1 002 000
Subvention investissement		
Produits des émissions de titres participatifs		246 000
Provisions pour risques et charges		30 000
Dettes		
Emprunts obligataires		300 000
Emprunts et dettes auprès des EC		5 857 000
Dettes fournisseurs		3 900 000
Dettes fiscales et sociales		4 150 000
Dettes sur immobilisations		120 000
Autres dettes		364 000
TOTAL		18 428 000

- Impact des provisions sur le bilan. Par rapport aux dépreciations et amortissements ?
- Impact des provisions sur le bilan et le CR ?
- De l'enjeu du montant des provisions.
- On peut passer une provision, mais on peut aussi avoir des reprises sur provisions.



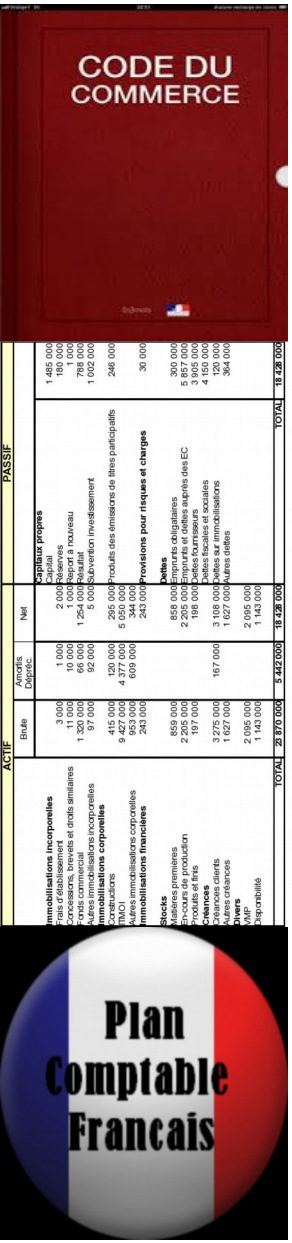
Plan

1) La système comptable : les comptes
2) Numérotation des comptes
3) Quelques opérations courantes
4) Bilan et Compte de Résultat
5) La démarche comptable
6) Les travaux d'inventaire
7) **Évolutions récentes**



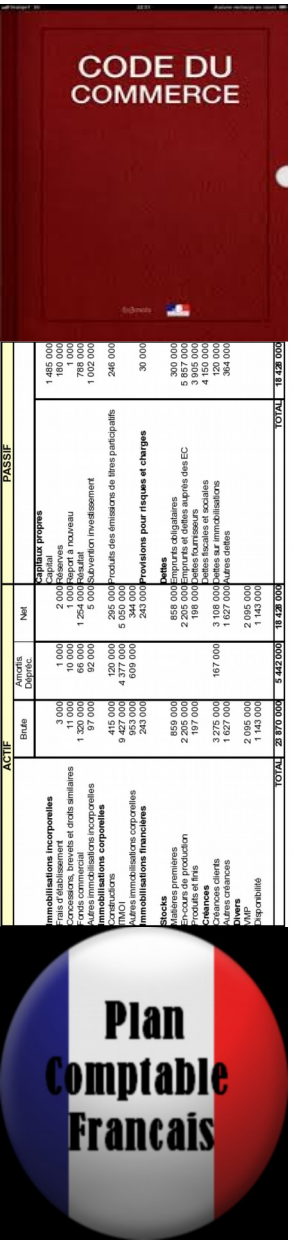
Evolutions (1)

- Numérisation et PGI
- EDI / télédéclaration et télépaiement
- Ecritures automatiques. Des pratiques de moins en moins manuelles
- Numérisation des factures.
- Transmission du FEC en plus des états fi.



Evolutions (2)

- Evolution des systèmes de normalisation.
- Des directives européennes visent la normalisation de la comptabilité des différents pays de l'UE.
- Normes IFRS : International Financial Reporting Standards. Ces normes sont émises par l'IASB.
- Les travaux de l'ISAB ont commencé en 1973. Depuis 2005, les entreprises européennes faisant appel public à l'épargne doivent utiliser les normes de l'IASB.



ACTIF	Brute	Amortis. Deprec.	Net
Immobilisations incorporelles	3 000	1 000	2 000
Frais d'établissement	11 000	10 000	1 000
Frais de développement et droits similaires	1 320 000	66 000	1 254 000
Fonds commercial	97 000	92 000	5 000
Autres immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	415 000	120 000	295 000
Terrains	9 427 000	4 377 000	5 050 000
Constructions	953 000	609 000	344 000
TMOI	243 000		243 000
Autres immobilisations corporelles			
Immobilisations financières			
Stocks	859 000		858 000
Matières premières	2 205 000		2 205 000
Encours de production	197 000		189 000
Produits en cours			
Créances	3 275 000	167 000	3 108 000
Créances clients	1 627 000		1 627 000
Autres créances			
Divers	2 095 000		2 095 000
VMP	1 143 000		1 143 000
Disponibilité			
TOTAL	23 970 000	5 442 000	18 428 000

PASSIF	
Capitaux propres	
Capital	1 485 000
Réserves	180 000
Report à nouveau	789 000
Résultat	1 002 000
Subvention investissement	
Produits des émissions de titres participatifs	246 000
Provisions pour risques et charges	30 000
Dettes	
Emprunts obligataires	300 000
Emprunts et dettes auprès des EC	5 857 000
Dettes fournisseurs	3 950 000
Dettes fiscales et sociales	4 150 000
Dettes sur immobilisations	120 000
Autres dettes	364 000
TOTAL	18 428 000

Evolutions (3)

Comptabilité sociale

Comptabilité écologique